

AIDE ET ACTION INTERNATIONAL - SEPTEMBRE 2010

Aide et Action créée en 1981 est devenue Aide et Action International en 2007. Organisation de développement sans affiliations politiques et religieuses, elle est présente dans 23 pays, en Afrique, en Asie, en Amérique latine-Caraïbes et en Europe.

A travers une centaine de projets, Aide et Action International contribue, avec ses partenaires, à l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation pour plus de cinq millions d'enfants et d'adultes. Aide et Action International soutient les acteurs locaux dans la mise en œuvre de leurs projets de développement. Environ 1000 salariés dans le monde participent à la réalisation de ces objectifs.

www.aide-et-action.org

OMD 2015 : LE MIRAGE !

DES VOIX CITOYENNES SUR LES
OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR
LE DÉVELOPPEMENT

Sous la direction de Claire Calosci
Directrice générale internationale
Organisation Aide et Action International



L'Education change le monde

REMERCIEMENTS

Cette publication a été rédigée par Hélène Rama Niang et Julie Tardieu.

Le suivi éditorial a été assuré par Audrey Martinenq.

Ce travail a été réalisé grâce à la participation des équipes d'Aide et Action International sur le terrain :

Equipe régionale Asie du Sud : Ravi Pratap Singh, directeur Asie du Sud.

Equipe régionale Afrique de l'Ouest, sous la direction de Koffi Adjimon : Pape Kane Diallo, Alioune Badara N'diaye, Abdoulaye Diepkilé, Désiré Tom-Iteng Arfa, Francine Kuwonu, Hamidou Soukouna, Ousmane Diallo.

Equipe régionale Afrique de l'Est et du Centre, sous la direction d'Antoine Gizenga : Ginason Jandwa.

Equipe régionale Asie du Sud-Est, sous la direction de Prasert Teapanart : Doan Vu, Sovithiea Kuch, Kangqi Cheng.

Equipe régionale Amérique latine et Caraïbes, sous la direction de Nesmy Manigat : Graziella Domino, Jacques Abraham.

Equipe régionale Océan Indien, sous la direction de Rado Raveloarjaona : Tinha Rabarison.

Nos remerciements vont également aux personnes qui ont guidé et relu notre travail, notamment Sylvaine Bernard-Srinivasan, François Lavessière, Anaïs Ménard et Lucette Willerval. Nous remercions également Mme Aïcha Bah Diallo, consultante internationale, ancienne ministre de l'Education en Guinée et ancienne Sous-Directrice générale de l'éducation à l'UNESCO pour ses conseils et encouragements, ainsi que les personnes qui nous ont appuyé dans le traitement des données, particulièrement M. Abdou Salam Fall (chercheur à l'Institut Fondamental d'Afrique Noire de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar) et Mme Sokhna Ndoye.

Nous remercions aussi les personnes qui ont assuré les aspects techniques de la réalisation de ce rapport : Sandrine Assouline et Audrey Dauxais.

Pour la conception graphique : Nicolas Pruvost et l'imprimerie Sitbon & Associés.

Pour la traduction : Vandana Karwla and Sureeta Narula, Freelance Interpreters and Translators-India Pvt. Ltd. (FITI Pvt. Ltd.)

AVANT-PROPOS

Lors du Sommet du Millénaire qui s'est tenu en septembre 2000 à New York, les chefs d'Etat et de gouvernement se sont engagés à conjuguer leurs efforts pour atteindre, d'ici 2015, huit objectifs afin que *«tous les habitants vivent à l'abri de la faim et de la violence, aient accès à l'eau potable, respirent un air salubre, et offrent à leurs enfants des perspectives d'avenir¹»*.

Dix ans plus tard, où en sont ces objectifs, intitulés objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ? Où en sommes-nous ? Quel chemin reste-t-il à parcourir et où aller ? C'est sur ces questions que se pencheront les gouvernants qui se réuniront de nouveau du 20 au 22 septembre 2010 à New York. C'est à ce débat qu'Aide et Action International souhaite contribuer en réalisant cette publication.

Dans son Rapport du millénaire, publié en 2000, le secrétaire général des Nations unies déclarait que *«les habitants de la planète attendent de leurs dirigeants, quand ils se réuniront pour le Sommet du millénaire, qu'ils identifient les grands problèmes du monde et agissent pour y remédier²»*. Dix ans après, quel regard les citoyens du monde entier portent-ils sur les objectifs du Millénaire pour le développement ? Quels progrès constatent-ils et quelles stratégies peuvent-ils identifier pour que les engagements pris soient honorés ?

Le rapport que publie aujourd'hui Aide et Action International se fait l'écho de l'expression des citoyennes et citoyens de dix pays en développement au sujet des OMD : des femmes, des hommes et des enfants dont les pays pratiquent une politique influencée par les objectifs du Millénaire pour le développement. Parents, enfants, enseignants, élus locaux, personnes des médias, membres d'ONG ou salariés d'institutions de développement : ces personnes viennent d'horizons très divers. Leurs expériences et leurs messages diffèrent, mais tous

témoignent d'un quotidien encore marqué par une grande vulnérabilité ; et tous font part de leur volonté de participer activement au développement de leur pays. Ces paroles d'acteurs viennent ainsi apporter un éclairage nouveau sur les OMD.

En passant ces huit objectifs en revue à cinq ans de l'échéance de 2015, Aide et Action International souhaite analyser leurs impacts sur les conditions de vie des populations et contribuer à l'identification de nouvelles stratégies pour mieux encourager leur réalisation. Si des progrès ont indéniablement été réalisés, la pauvreté perdure et continue de toucher des millions de familles. Par ailleurs, les effets de la crise économique mondiale viennent mettre en péril les efforts déjà accomplis. Au niveau local, les préoccupations et les besoins des populations souffrent encore d'un déficit de prise en compte et de considération.

Les communautés déclarent se sentir isolées des actions censées les concerner et affichent de plus en plus leur volonté d'être partie prenante de ces initiatives.

Aide et Action International espère que ce rapport contribuera à établir un véritable dialogue entre les citoyennes et citoyens d'une part, et les décideurs, chefs d'Etat et de gouvernement qui se réuniront à New York d'autre part. Ce travail d'enquête et de recueil de témoignages rappelle qu'il est primordial d'impliquer les populations dans la construction des politiques qui les concernent.

Minorer cette participation, c'est réduire les opportunités de développement durable et de construction d'un monde plus juste.

Claire Calosci, directrice générale internationale
Organisation Aide et Action International



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) constituent aujourd'hui une base consensuelle pour les politiques de développement. Ils tentent de prendre en compte les problématiques les plus préoccupantes pour les pays en développement, et leurs indicateurs constituent une référence permettant aux Etats d'en mesurer l'avancement. Dix ans après leur lancement, le sommet des Nations unies à New York est l'occasion pour les acteurs du développement de s'interroger sur le bilan des OMD.

Le premier chapitre de ce rapport rend compte des données et témoignages recueillis sur le terrain dans 10 pays où Aide et Action International travaille : Cambodge, Chine, Haïti, Madagascar, Mali, République dominicaine, Sénégal, Tanzanie, Togo et Vietnam. Il s'agit ainsi d'évaluer si les populations connaissent l'existence des OMD et se sentent concernées par ces objectifs, ainsi que d'en mesurer les impacts. Loin des discours tenus à la tribune des grandes enceintes internationales, ces citoyennes et ces citoyens mettent l'accent sur la nécessité de favoriser des politiques plus inclusives et participatives, de prendre en compte les stratégies locales et de valoriser les engagements communautaires. Au-delà des seuls OMD, ces populations font part de leur volonté de voir naître de véritables systèmes de protection sociale, et plébiscitent la mise en place de processus démocratiques leur permettant de prendre part à la définition des politiques publiques. Ce chapitre analyse également en quoi l'éducation joue un rôle fondamental pour la réalisation de chacun des OMD.

Le deuxième chapitre de ce rapport dresse un bilan des progrès accomplis depuis dix ans, en accordant une attention particulière à la problématique éducative. Sur les huit objectifs, les résultats obtenus apparaissent inégaux. Selon les critères de la

Banque mondiale, le monde a été en constante progression en matière de réduction de la pauvreté entre 1981 et 2005. En Asie du Sud-Est, le nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour a diminué de 380 millions, passant de 80% à 18% de la population totale. En Asie du Sud, ce chiffre est tombé de 60% à 40%. En Afrique, au contraire, le nombre de personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour a quasiment doublé, passant de 200 millions à 380 millions³. Mais depuis 2008, les crises alimentaire, énergétique et économique ont considérablement aggravé la situation.

En ce qui concerne l'éducation primaire, les taux de scolarisation ont augmenté dans les pays en développement, passant de 80% en 1999 à 86% en 2007⁴. Ils ont fortement progressé en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et de l'Ouest, passant respectivement de 56% en 1999 à 73% en 2007, et de 74% en 1999 à 86% en 2007. Toutefois, dans les Caraïbes et en Asie de l'Est et du Pacifique, la proportion d'enfants scolarisés dans le primaire est passée respectivement de 75% en 1999 à 72% en 2007, et de 96% en 1999 à 94% en 2007. Au total, 72 millions d'enfants restent exclus de l'éducation en 2010 – dont 54% de filles – et les inégalités d'accès à l'éducation se multiplient.

Si le développement de l'éducation primaire a permis d'accomplir des progrès significatifs en matière de parité entre les sexes, le Rapport mondial de suivi de l'Education pour tous souligne toutefois que 28 pays comptent moins de 90 filles scolarisées pour 100 garçons scolarisés⁵. Au niveau du secondaire, on constate que le maintien de jeunes filles à l'école une fois qu'elles ont atteint l'âge de la puberté pose un certain nombre de problèmes, notamment dans les pays où les filles continuent de souffrir de désavantages liés à leur sexe. En matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, les faibles

progrès en ce qui concerne l’alphabétisation des femmes, qui continuent de représenter deux tiers des personnes analphabètes, ne sont guère encourageants. Partout dans le monde, les femmes continuent d’être victimes de violences et de discriminations liées au fait d’être des femmes : difficultés d’accès à la terre et au crédit, surreprésentation des femmes parmi les travailleurs pauvres, obstacles dans l’accès aux soins, etc.

Alors qu’en 2006 le nombre de décès annuels d’enfants de moins de 5 ans était tombé sous la barre des 10 millions, les impacts des trois crises combinées – crise alimentaire, crise énergétique et crise économique – risquent d’annihiler une bonne partie des progrès réalisés. En effet, les chocs économiques ont des impacts durables sur le développement des enfants. Les données que nous avons recueillies indiquent ainsi que, dans de nombreux pays, la quantité et la qualité de la nourriture des familles ont diminué. Une étude de l’IFPRI⁶ constate également que l’Afrique subsaharienne verra sa consommation de calories par habitant diminuer de 10% d’ici 2020, ce qui représente un supplément de 16 millions d’enfants souffrant de malnutrition sur le continent. Au niveau mondial, ce sont entre 200 000 et 400 000 décès d’enfants de moins d’un an qui pourraient survenir chaque année d’ici 2015.

Ces chiffres sont d’autant plus inquiétants que la santé maternelle reste l’un des OMD sur lequel le monde a le moins avancé. Les données que nous avons recueillies montrent qu’en Afrique de l’Ouest, 90% des femmes enceintes déclarent pouvoir bénéficier d’un suivi adéquat pendant leur grossesse. Mais au Cambodge, la majorité des femmes accouchent à la maison en raison de l’éloignement des centres de santé, et seules certaines d’entre elles peuvent être assistées d’une sage-femme à domicile. Au Sénégal, les familles interrogées sur la possibilité d’atteindre chacun des huit OMD d’ici 2015 estiment que la probabilité est moyenne ou forte pour tous les objectifs, exception faite de celui qui concerne la santé maternelle. Pour celui-ci, elles notent que la probabilité est faible, témoignant ainsi de la trop rare prise en compte de la santé maternelle dans les politiques publiques élaborées dans leur pays.

Le VIH/SIDA, le paludisme et d’autres maladies infectieuses comme la tuberculose ou la rougeole continuent de faire des millions de morts chaque année. L’accès aux traitements antirétroviraux est insuffisant (un peu moins d’un tiers des personnes qui en ont besoin en bénéficie) et la prévention est encore mal adaptée aux publics cibles, comme en témoignent les informations collectées sur le terrain. Si les progrès concernant le paludisme et les maladies infectieuses sont réels, il n’en demeure pas moins que cet objectif ne pourra être atteint sans la mise en place de systèmes de santé pérennes permettant aux populations d’accéder à des soins de qualité.

La préservation de l’environnement constitue depuis quelques années un sujet de préoccupation mondiale. Pour les pays en développement, une gestion efficace et durable des ressources naturelles est susceptible de constituer un véritable avantage comparatif et de favoriser un développement non seulement économique mais aussi humain. En effet, lors des enquêtes menées par Aide et Action International, il a été constaté que les familles interrogées, associaient très fréquemment la préservation de l’environnement à l’accès à l’eau potable, et percevaient nettement les impacts des initiatives concernant l’assainissement de l’eau, l’approvisionnement des écoles en eau potable et la construction de latrines.

La réalisation de tous ces objectifs suppose un financement suffisant et une gestion rationnelle des ressources. Pourtant, à l’heure actuelle, les pays donateurs sont bien loin de tenir leurs engagements et les répercussions de la crise économique ne permettent pas d’être optimistes. Alors que l’aide publique au développement a permis des progrès importants, le déficit de financement est estimé à 20 milliards de dollars pour l’année 2010 (110 milliards de dollars US au lieu des 130 milliards sur lesquels les donateurs s’étaient engagés lors du Sommet de Gleneagles en 2005).

Enfin, le troisième chapitre de ce rapport balise le chemin qui nous sépare de l’échéance de 2015. La parole est donnée à des experts des pays en

développement dans lesquels Aide et Action International a mené ses enquêtes. Observateurs et analystes confirmés, ils évoquent l'évolution des conditions de vie des populations dans ces pays au cours des dix dernières années et ouvrent des perspectives nouvelles pour les cinq années restantes.

En donnant la parole aux citoyennes et citoyens des pays en développement, ce rapport tente de montrer un autre visage des OMD. Loin des discours et des grandes déclarations, les populations donnent un avis sur ce premier bilan. Elles réclament surtout le droit de prendre part de manière démocratique aux décisions qui les concernent et de faire valoir les stratégies et initiatives qui, sur le terrain, donnent des résultats concrets et mesurables, permettant une amélioration de leurs conditions de vie.

¹ Nations unies. *Nous les peuples. Le rôle des Nations unies au XXI^{ème} siècle. Rapport du Secrétaire général de l'ONU*, New York : Nations unies Ed., 2000.

² *Ibid.*

³ *Chiffres du site de la Banque mondiale (Page consultée le 07/01/2010).*

⁴ *Education for All Global Monitoring Report 2010. Reaching the marginalized. Paris: UNESCO.*

⁵ *Education for All Global Monitoring Report 2010. Reaching the marginalized. Op. cit.*

⁶ *International Food Policy Research Institute.*

MÉTHODE DE COLLECTE DES DONNÉES

Pour rédiger ce rapport, Aide et Action International a fait appel à deux types de sources.

Si de nombreuses sources secondaires ont été utilisées (articles académiques, rapports d'organisations internationales, conférences, etc.), le cœur de l'analyse se fonde sur des sources primaires collectées dans 10 pays : le Cambodge, la Chine, Haïti, Madagascar, le Mali, la République dominicaine, le Sénégal, la Tanzanie, le Togo et le Vietnam. Dans chacun de ces pays, les données ont été collectées auprès de deux types d'acteurs : les familles, les enfants, les acteurs de l'éducation (enseignants, représentants d'association de parents, représentants d'ONG) et les élus locaux d'une part ; des personnalités reconnues au niveau national pour leur expertise en matière de développement et de connaissance des politiques liées aux OMD d'autre part. Au total, plus de 700 personnes ont ainsi été interrogées.

Pour le premier groupe de population, les données ont été recueillies à l'aide de quatre questionnaires distincts à choix multiples. Dans chaque pays, les enquêtes de perception ont été menées par des référents d'Aide et Action International formés à l'administration de questionnaires, qui ont pris soin de constituer un échantillon représentatif de la population (en termes d'âge, de sexe, de localisation géographique, etc.). Pour le groupe des parents, les référents ont porté une attention toute particulière aux femmes, ceci en raison du rôle majeur qu'elles jouent dans l'éducation, la santé et l'alimentation des enfants.

L'objectif de ces questionnaires était de mesurer le niveau de connaissance et de mieux comprendre la perception qu'ont les populations des OMD à travers trois grands champs d'analyse : l'amélioration ou la dégradation des conditions de vie (revenu

familial, emploi, accès à l'éducation, accès à la santé, alimentation de la famille, vulnérabilité, etc.) ; les attentes concernant le développement personnel, familial et communautaire ; les stratégies destinées à améliorer le quotidien en termes d'éducation, de santé, etc. L'utilisation de questionnaires à choix multiples est apparue comme le meilleur moyen de collecter des données comparables à travers différents pays du monde. Une ou deux questions ouvertes à la fin des questionnaires ont permis de recueillir des informations complémentaires sur la vie quotidienne des personnes interrogées.

Les enquêtes par entretien ont concerné le second groupe de population. Ces entretiens ont été menés parallèlement aux enquêtes par questionnaire et permettent ainsi de les compléter.

Le traitement des données a été effectué par l'équipe de rédaction du rapport avec l'appui d'un sociologue chercheur.

De manière générale, la recherche s'est déroulée dans le cadre méthodologique prévu.

Deux lacunes ont toutefois été observées. D'une part, certaines équipes d'administration des questionnaires ont envoyé des données déjà traitées tandis que d'autres ont envoyé des résultats globaux, ce qui a été corrigé en appliquant aux résultats globaux un indice plus faible. Par ailleurs, l'équipe de coordination de l'étude étant basée au Sénégal, le nombre de personnes interrogées dans ce pays a été sensiblement plus important que dans les autres pays ; un coefficient de redressement a donc été appliqué aux personnes appartenant au premier groupe de population interrogé dans ce pays.

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS.....	6
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	7
MÉTHODE DE COLLECTE DES DONNÉES	10
I. LES OMD VUS PAR LES CITOYENS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ...	13
ENTRE PROGRÈS RÉELS ET NOUVELLES INQUIÉTUDES.....	14
Huit objectifs pour soutenir le développement des pays plus fragiles ?	14
Qui connaît les OMD ?	15
La pauvreté reste le principal obstacle au développement.....	16
Quel regard les citoyens portent-ils sur les OMD ?	18
Des politiques reconnues pour leur capacité à changer les choses	20
Un souhait général : améliorer la qualité des services de base	21
Une demande de participation aux processus de décision.....	23
Quelles sont les priorités du point de vue des acteurs ? ...	24
Santé et alphabétisation	24
L'éducation des filles : la voie de la responsabilisation des femmes.....	26
Stratégies locales, familiales et communautaires pour des initiatives pérennes.....	28
Conclusion	30
II. BILAN DES OMD	33
DES RÉSULTATS CONTRARIÉS PAR LES EFFETS DES CRISES ALIMENTAIRE ET ÉCONOMIQUE	34
Éducation et autonomisation des femmes : un bilan mitigé.....	34
L'éducation primaire pour tous : des progrès en trompe-l'oeil	34
Égalité des sexes et autonomisation des femmes : faisons-nous fausse route ?	38
Réduction de la pauvreté et amélioration de la santé : des résultats loin des objectifs.....	38
Manger moins et moins bien	39
Assurer la santé des enfants	40
VIH/SIDA, paludisme et autres maladies : toujours d'actualité.....	40
Des objectifs pour un développement mondial.....	42
Une offensive en faveur de l'environnement.....	42
Quels partenariats pour le développement ?	42
Conclusion	45
III. ET D'ICI 2015 ?	47
COMMENT AGIR EFFICACEMENT POUR ACCÉLÉRER ET TENIR NOS ENGAGEMENTS ?	48
Des pistes pour la réflexion et l'action.....	48
Des questions en suspens.....	48
Des atouts indéniables mais des contraintes structurelles fortes	50
Des contenus et des curricula adaptés	51
Le rôle essentiel de l'éducation.....	52
Des politiques et stratégies concertées.....	52
Améliorer la participation citoyenne.....	53
Deux conditions sine qua non pour la réalisation des OMD	54
Démocratiser les processus d'élaboration des politiques	54
Rendre les droits humains incontournables	56
Conclusion	56
PERSPECTIVES	58
BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE	60



Les OMD vus par les citoyens des pays en développement

« Les OMD, c'est une feuille de route que les États se sont fixée afin de régler les problèmes prioritaires qui minent nos pays. C'est une bonne chose. Surtout parce que cela permet une prise de conscience des États. »

Un coordinateur de la Croix-Rouge, Togo

ENTRE PROGRÈS RÉELS ET NOUVELLES INQUIÉTUDES

Adoptée par 189 nations et signée par 147 chefs d'Etat lors du Sommet du millénaire à New York en septembre 2000, la Déclaration du Millénaire énonce des objectifs à atteindre d'ici 2015.

Afin de suivre les progrès accomplis pour chacune de ces problématiques, chaque objectif est fractionné en 21 objectifs quantifiables et mesuré par le biais de soixante indicateurs.

Il est curieux de constater qu'aucun outil ne permette de mesurer le niveau de connaissance et le degré d'adhésion des citoyens des pays en développement à des objectifs et résultats censés les concerner en premier lieu. Pourtant, le regard qu'ils portent sur les OMD constitue un bon indicateur : il permet d'en mesurer la pertinence et les avancées, tout en les éclairant d'un nouveau jour.

HUIT OBJECTIFS POUR SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DES PAYS LES PLUS FRAGILES ?

CONSTRUITS AUTOUR DE CIBLES PRÉCISES à atteindre dans des délais clairement déterminés, assortis d'indicateurs de suivi tangibles et vérifiables, les OMD ont été conçus pour que leur réalisation soit exécutée de manière à la fois réaliste et organisée. Pour certains d'entre eux, les progrès sont bien réels. Ainsi, dans le

domaine de l'éducation primaire, les taux de scolarisation dans les pays en développement sont passés de 80% en 1999 à 86% en 2007.

Les régions qui enregistraient le plus grand retard sont également celles qui ont connu la plus forte progression. En Afrique subsaharienne, le taux de scolarisation primaire est ainsi passé de 56% en 1999 à 73% en 2007, tandis qu'en Asie du Sud et de l'Ouest, il passait de 74% à 86% sur la même période⁷.

Les progrès restent cependant inégaux selon les pays et selon les objectifs. Au Sénégal par exemple, le rapport de suivi des OMD publié en avril 2010 indique que des progrès ont été réalisés dans tous les domaines, mais souligne également les difficultés que rencontre le pays pour atteindre les objectifs fixés pour 2015.

Si les résultats obtenus au cours des dernières années et les tendances qui se dégagent montrent que le Sénégal est sur la bonne voie pour atteindre les OMD dans leur globalité, certains secteurs, comme la santé et l'éducation, restent encore en dessous des objectifs, notamment en ce qui concerne la mortalité infantile et maternelle ou le taux d'achèvement du cycle primaire⁸.

QUI CONNAÎT LES OMD ?

Les enquêtes réalisées par Aide et Action International montrent que 57% des personnes interrogées ne connaissent pas les OMD. Les parents, les membres de la communauté et les enseignants déclarent même tout ignorer des OMD, tandis que les acteurs du développement (élus, membres d'institutions, d'ONG et des médias) les connaissent presque tous et disent adhérer à leur contenu. Au Mali, au Sénégal et au Togo, la quasi-totalité des acteurs du développement qui disent connaître les OMD en citent au moins quatre de manière spontanée, alors que dans les mêmes pays, un tiers des parents, des membres de la communauté et des enseignants ne les connaissent que de manière superficielle.

En Tanzanie et à Madagascar, 72% des parents interrogés ne connaissent pas les OMD. Lorsque ceux-ci leur sont exposés, tous disent y adhérer. À Madagascar, un chef de circonscription scolaire explique : «*Les OMD concernent les pays en développement. Cependant, on observe une difficulté quant à l'atteinte de ces objectifs à cause du manque de sensibilisation.*» Ce déficit de communication s'explique en partie par l'absence de structures permettant d'impliquer les citoyens. Le coordinateur d'une ONG tanzanienne souligne : «*Il n'existe pas, en Tanzanie, de mécanisme pour surveiller la contribution aux OMD. Il est bon d'être réaliste : nous avons du mal à influencer la décision, l'action, les initiatives et les politiques.*»

Le regard porté par les populations du Sénégal (cf. tableau 1) indique que des progrès ont été constatés pour chacun des objectifs. La confiance dans la probabilité que chaque objectif soit atteint en 2015 est toutefois moins importante. Si les citoyens de ce pays jugent que la probabilité de réaliser l'enseignement primaire pour tous, de diminuer la mortalité infantile et de mieux lutter

⁷ *Education for All Global Monitoring Report 2010. Reaching the marginalized, op. cit.*

⁸ *Rapport de suivi des OMD, République du Sénégal, avril 2010.*

1 LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT :

- Eliminer l'extrême pauvreté et la faim.
- Assurer l'éducation primaire pour tous.
- Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.
- Réduire la mortalité infantile.
- Améliorer la santé maternelle.
- Combattre le VIH/SIDA, maîtriser le paludisme et les autres grandes maladies.
- Préserver l'environnement et assurer un développement durable.
- Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

New York, septembre 2000.

Source : <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/>

(Page consultée le 13/07/2010).

contre le VIH/SIDA et le paludisme est forte, ils jugent *a contrario* moyenne voire faible la réalisation des cinq autres objectifs.

Dans tous les pays où ont été menées les enquêtes, on note que le travail de communication et de sensibilisation effectué par les Etats influe considérablement sur la connaissance que les populations ont de ces objectifs, ainsi que sur leur perception. Une coordinatrice de l'ONG locale Baraka Good Hope Orphan's Development en Tanzanie explique : « *Je pense que le gouvernement, les États et les acteurs non gouvernementaux ont besoin de traduire les objectifs dans les stratégies nationales et de les contrôler efficacement s'ils veulent atteindre des résultats. Des programmes spécifiques axés sur des groupes cibles spécifiques concernés doivent être conçus pour améliorer l'inclusion et la participation. Ils doivent être soutenus par un gouvernement transparent et responsable, et un leadership fort.* »

LA PAUVRETÉ RESTE LE PRINCIPAL OBSTACLE AU DÉVELOPPEMENT

Selon la Banque mondiale, la pauvreté n'a cessé de reculer entre 1981 et 2005. En Asie du Sud-Est, le nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour (soit le seuil de l'extrême pauvreté) a diminué de 380 millions, passant de 80% à 18% de la population. En Asie du Sud, la même tendance est observée : la proportion de la population vivant en situation d'extrême pauvreté est passée de 60% à 40%. En Afrique, si la proportion de la population vivant en situation d'extrême pauvreté a diminué, le nombre de personnes pauvres (c'est-à-dire vivant avec moins de 2 dollars par jour) a quasiment doublé, passant de 200 millions à 380 millions⁹. En Côte d'Ivoire, par exemple, le dernier Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP) indique qu'une personne sur deux est pauvre dans le pays, contre

une personne sur dix en 1985, tandis que le nombre de pauvres a été multiplié par 10 en l'espace d'une génération¹⁰.

En 2010, la majorité des personnes interrogées lors des enquêtes menées par Aide et Action International estiment avoir un niveau de vie moyen. En Afrique de l'Ouest, 57% des familles estiment avoir un niveau de vie moyen, tandis que 37% d'entre elles se déclarent pauvres.

Ces ménages sont particulièrement sensibles aux fluctuations du marché du travail et dépendants du principal pourvoyeur de revenus (selon les familles, il peut s'agir du père ou de la mère). Dans ce contexte, le travail des enfants apparaît souvent comme une nécessité pour les familles.

En Afrique de l'Ouest, 58% des enfants interrogés disent devoir aider leurs parents à subvenir aux besoins de la famille, soit en aidant à la vente dans un petit commerce, soit en participant aux travaux agricoles. En Inde, dans les États du Tamil Nadu et du Madhya Pradesh, 40% des familles interrogées par Aide et Action International entre décembre 2009 et janvier 2010 indiquaient impliquer leurs enfants dans des activités rémunérées et, pour 55% d'entre elles, cette implication était nécessaire à la survie de la famille.

Pour les familles interrogées, la pauvreté n'est pas simplement monétaire : elle se caractérise aussi par des difficultés d'accès aux biens essentiels (santé, nourriture, eau, éducation, logement) et par la précarité dans laquelle elles vivent. Au Mali et au Niger, où les populations interrogées sont essentiellement rurales, 100% des parents indiquent n'aller chez le médecin ou n'y emmener leurs enfants que quelques fois dans l'année. 90% d'entre eux déclarent ne pas pouvoir assurer un suivi médical correct

TABLEAU 1. REGARD PORTÉ PAR LES CITOYENS SÉNÉGALAIS SUR LES PROGRÈS RÉALISÉS ET LA PROBABILITÉ QUE LES OMD SOIENT ATTEINTS AU SÉNÉGAL EN 2015

Objectifs	Progrès (oui/non)	Probabilité d'atteinte ? (forte/ moyenne/faible)
Éliminer l'extrême pauvreté et la faim.	oui	moyenne
Assurer l'éducation primaire pour tous.	oui	forte
Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.	oui	moyenne
Réduire la mortalité infantile	oui	forte
Améliorer la santé maternelle.	oui	faible
Combattre le VIH/SIDA, maîtriser le paludisme et les autres grandes maladies.	oui	forte
Préserver l'environnement et assurer un développement durable.	oui	moyenne
Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.	oui	moyenne

SOURCE : RAPPORT DE SUIVI DES OMD. REPUBLIQUE DU SENEGAL, AVRIL 2010.

à leurs enfants, et 75% disent consulter des médecins traditionnels en pensant que ceux-ci peuvent soigner à moindre coût, y compris lorsque des structures de santé existent à proximité. Au Mali, dans le district de Fatoma, dans l'incapacité de faire face aux dépenses de santé, les parents indiquent faire appel aux guérisseurs et aux «pharmacies par terre»¹¹.

Au Togo, 85% des parents interrogés disent consulter des médecins traditionnels et adopter différentes stratégies en raison de leur impossibilité à faire face aux frais de santé : utilisation de plantes médicinales, automédication, achat d'une partie seulement des médicaments prescrits, aide des parents ou encore prières. Seuls 36% d'entre eux affirment pouvoir emmener leurs enfants chez le médecin à chaque fois qu'ils sont malades, tandis que 57% déclarent ne les soigner que quelques fois dans l'année.

En matière de santé, la pauvreté est nivelée selon le degré de protection sociale auquel peuvent accéder les populations. Or, celui-ci reste très limité. Seuls

⁹ Chiffres du site de la Banque mondiale :

<http://www.banquemonde.org/themes/crisefinanciere>. (Page consultée le 07/01/2010).

¹⁰ République de Côte d'Ivoire, Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté, janvier 2009.

http://planipolis.iiep.unesco.org/upload/Cote%20Ivoire/Cote_dIvoire_drsp.pdf (Page consultée le 23/06/2010).

¹¹ Les « pharmacies par terre » désignent les vendeurs ambulants de médicaments non homologués et trafiqués.

« Ainsi, alors que l'OMD concernant l'éducation primaire pour tous était celui qui avait le plus progressé et dont la réalisation semblait plausible pour une majorité de pays, les progrès réalisés semblent marquer le pas. »

25% des personnes interrogées par Aide et Action International dans les 10 pays où ont été menées ces enquêtes déclarent pouvoir en bénéficier. Partie intégrante des conditions de vie des populations, la protection sociale représente un enjeu de taille pour réduire la pauvreté, ainsi que pour permettre à tous d'avoir effectivement accès aux services de soins.

La pauvreté des familles et les progrès mitigés réalisés sur le premier des OMD ont donc des impacts en cascade. Concernant l'alimentation par exemple, les enquêtes menées indiquent que seuls 8% des enfants mangent trois fois par jour, la quasi-totalité des enfants mangeant seulement deux fois par jour. Loin de dépendre du seul niveau de revenu, la pauvreté est donc plurielle et prend des formes différentes selon les contextes.

Au Mali, un rapport de l'UNICEF avait souligné que, malgré une légère amélioration depuis 2001, l'état nutritionnel des enfants demeurait préoccupant. En effet, dans ce pays, 38% des enfants de moins de cinq ans présentent un retard de croissance. Le même rapport indiquait également d'importantes inégalités, les enfants issus des familles pauvres étant deux fois plus que les autres concernés par la malnutrition.

Pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, le gouvernement du Mali a élaboré un Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) dont l'axe prioritaire vise non seulement à assurer la sécurité alimentaire et le développement rural, mais aussi à renforcer les capacités en matière de production agricole et à faciliter l'accès des populations aux denrées alimentaires essentielles.

En effet, selon les estimations de la Food and Agriculture Organisation (FAO), la faim dans le

monde aurait atteint un niveau historique en 2009 avec plus d'un milliard de personnes souffrant de la faim, les ménages les plus vulnérables étant les plus touchés¹². Selon Jacques Diouf, directeur général de la FAO, «un mélange dangereux constitué par le ralentissement de l'économie mondiale et la flambée persistante des prix des denrées alimentaires dans de nombreux pays a fait sombrer dans la faim et la pauvreté chroniques quelques 100 millions de personnes de plus.¹³»

Dans tous les pays où nous avons mené nos enquêtes, les familles, les membres de la communauté et les enseignants soulignent que la pauvreté demeure un obstacle au développement. Ceci est d'autant plus vrai lorsque la pauvreté s'accompagne d'autres facteurs comme le handicap, la localisation en zone rurale, le statut familial ou l'origine. Au Sénégal, dans la région de Kolda, les acteurs de l'éducation qui ont été interrogés citent la pauvreté comme étant le premier facteur expliquant les abandons scolaires, devant la distance entre l'école et le domicile, et l'inadéquation du calendrier scolaire (cf. tableau 2).

QUEL REGARD LES CITOYENS PORTENT-ILS SUR LES OMD ?

MALGRÉ CES RÉSULTATS MITIGÉS, il est important de noter que des stratégies innovantes ont pu être mises en place, aussi bien au niveau local qu'au niveau national, permettant une amélioration notable des conditions de vie des populations dans plusieurs domaines.

Le regard porté par les populations sur les OMD et sur les stratégies les plus adéquates pour les atteindre éclaire différemment les diagnostics et stratégies habituellement préconisés.

Concernant la création d'emplois, le secteur informel et l'auto emploi ont explosé. Du petit commerce à la micro finance, de la petite entreprise à l'unité de production, sans compter les professions libérales, les populations sont largement incitées à créer leurs propres activités génératrices de revenu dans des secteurs porteurs et des niches créatrices de rendement.

Concernant la santé, les populations ont de plus en plus souvent recours aux caisses de santé, développent de meilleures pratiques en matière d'alimentation, suivent davantage le calendrier vaccinal, etc., notamment grâce aux campagnes d'information et au travail de sensibilisation mené sur le terrain.

La préoccupation environnementale n'est plus seulement l'apanage des pays développés. Certains pays en développement ont compris que la protection de l'environnement et la promotion d'une croissance verte étaient susceptibles de leur fournir un avantage comparatif non négligeable sur le plan économique. Le reboisement et la préservation des sols constituent un axe d'intervention majeur pour de nombreux pays qui tentent de responsabiliser les communautés dans la gestion des ressources naturelles.

Concernant l'éducation, les populations sont convaincues qu'elle joue un rôle déterminant. En Tanzanie, 91% des parents interrogés déclarent que l'école est importante, et 90% d'entre eux ont scolarisé leurs enfants. Les motivations diffèrent selon les personnes interrogées. A Madagascar, un responsable des collectivités territoriales explique : «Un homme éduqué est plus ouvert à l'innovation et à la modernisation. Donc, l'éducation devient même un outil efficace pour transmettre aux communautés la politique générale de l'Etat en matière de développement. Sans l'éducation, il est impossible de mener un projet de développement.» Un parent d'élève déclare : «Il n'y a pas de développement sans sécurité et il n'y a pas de

¹² Il s'agit du niveau le plus élevé depuis 1970, première année pour laquelle des données statistiques comparables sont disponibles. <http://www.fao.org/hunger/hunger-home/fr/> (Page consultée le 07/06/2010).

¹³ Food and Agriculture Organization. *Soaring Food Prices: Facts, Perspectives, Impacts and Actions Required*. Document de référence préparé pour la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire, Rome 3-5 juin 2008.

TABLEAU 2. FACTEURS CITÉS PAR LES ACTEURS DE L'ÉDUCATION COMME FAVORISANT LES ABANDONS SCOLAIRES DANS LA RÉGION DE KOLDA, AU SÉNÉGAL

Facteurs	Occurrence
Pauvreté	50%
Distance école-domicile	33,3%
Calendrier scolaire inadéquat	16,7%
Total	100%

SOURCE : ENQUÊTES QUALITATIVES COSYDEP, 2009



© ANNE-EMMANUELLE THION - WWW.IMAGINPLUS.COM

sécurité sans le respect des droits de l'Homme et de la paix. Tout ceci se fait par l'éducation.» Les enfants soulignent également cette préoccupation de leur famille au sujet de l'éducation. Au Cambodge, deux élèves de 13 et 17 ans racontent ainsi : *«Parfois, nos parents ne peuvent pas acheter le matériel scolaire dont nous avons besoin, mais ils nous conseillent de ne pas abandonner l'école. Ils empruntent parfois de l'argent pour nous. C'est la preuve qu'ils font attention à notre éducation et c'est un élément important que de nous pousser à aller à l'école.»*

DES POLITIQUES RECONNUES POUR LEUR CAPACITÉ À CHANGER LES CHOSES

Les politiques de gratuité des frais scolaires ont permis de faire un bond considérable vers l'objectif de l'éducation primaire pour tous. Les taux de scolarisation ont progressé, l'écart entre filles et garçons s'est globalement réduit – même si la situation demeure problématique dans un certain nombre de pays – et l'investissement dans les infrastructures (écoles, latrines, etc.) est en hausse. Un cadre du ministère de l'Éducation en Tanzanie explique ainsi que 64% des parents interrogés lors d'une enquête nationale sur le système éducatif, déclaraient que la politique nationale en matière d'éducation les avait conduits à inscrire leurs enfants à l'école primaire et à faire en sorte qu'ils la fréquentent jusqu'au bout.

La gratuité de l'éducation primaire et la massification scolaire qui s'en est suivie ont incontestablement modifié le rapport des citoyens à l'éducation. Depuis l'augmentation de la fréquentation des écoles, les changements qui s'opèrent dans l'éducation sont principalement rythmés par trois innovations pédagogiques : le déploiement des méthodes actives, le développement de contenus portant sur les compétences de la vie courante et l'accessibilité du matériel didactique.

Cette massification de l'enseignement n'est pas sans produire des effets inattendus dans certains pays. En Amérique latine et dans les Caraïbes tout particulièrement, 93% des enseignants jugent que les élèves sont beaucoup plus nombreux dans les classes qu'il y a dix ans. En Afrique de l'Ouest, 55% des parents estiment que la diminution du nombre d'enfants par classe permettrait d'améliorer les apprentissages de leurs enfants.

La totalité des personnes interrogées, tous pays confondus, connaît l'existence des politiques de gratuité de l'éducation primaire. On note cependant des décalages réels entre ces politiques et les pratiques de frais informels qui continuent de créer des exclusions au sein des systèmes éducatifs.

Au Sénégal, le rapport du Forum Civil 2009¹⁴ a ainsi montré comment l'école peut engendrer d'importants coûts supplémentaires malgré la gratuité des frais d'inscription. L'enquête, qui a porté sur 1000 ménages et 60 écoles élémentaires, a révélé que les parents d'élèves étaient de plus en plus sollicités pour participer à l'achat de matériels de fonctionnement et à l'entretien des écoles, à la prise en charge des frais de maintenance et de gestion des infrastructures, etc. Ces coûts cumulés empêchent parfois la scolarisation des enfants, s'apparentant selon certains à *«une forme de privatisation informelle du service public»*. D'autre part, de nombreux pays rencontrent des difficultés dans le pilotage des systèmes éducatifs. Au Sénégal toujours, malgré les efforts du gouvernement qui consacre 40% du budget national à l'éducation, certaines contraintes persistent, créant ainsi des dysfonctionnements dans la gestion des ressources.

À travers les témoignages recueillis, on remarque que l'éducation reste un bien marchand, tant les moyens économiques des parents conditionnent

toujours l'accès à l'éducation de leurs enfants. Au final, les citoyens ont le sentiment de ne profiter que très peu de l'instauration de la gratuité de l'éducation.

UN SOUHAIT GÉNÉRAL : AMÉLIORER LA QUALITÉ DES SERVICES DE BASE

Lors des enquêtes effectuées par Aide et Action International, les personnes interrogées ont évoqué à plusieurs reprises la nécessité de moderniser les services de base de leur pays. Concernant l'éducation, un étudiant haïtien déclarait même : *«L'enseignement est rouillé, antique, anti-pédagogique, donnant naissance à des gens vivant en marge de la société évoluée. Nous sommes au 21^{ème} siècle, nous devons nécessairement évoluer avec le monde qui bouge alors que nous sommes restés figés.»*

Nombreux sont les enseignants interrogés qui déclarent pourtant avoir opéré des changements pédagogiques dans leur façon d'enseigner depuis dix ans. La plupart évoquent l'introduction de directives et de formations nationales en faveur de méthodes actives mettant en valeur les compétences et remplaçant l'élève au centre des apprentissages. Dans l'ensemble, les résultats sont perçus comme positifs, car les enseignants ont constaté une augmentation du niveau général des élèves ainsi qu'une amélioration de leurs compétences en communication (libre expression, participation à la classe) et, plus généralement, de leur comportement social. Une enseignante du Sénégal explique ainsi : *« Les élèves étant les artisans de leurs propres apprentissages, ils participent mieux aux enseignements. Ce qui favorise le relèvement des seuils de maîtrise en français, en maths et en sciences. »*

Malgré ces progrès notables, la qualité de l'éducation reste à améliorer. En Afrique de l'Ouest, les évaluations EGRA (*Early Grade Reading Assistance*)

¹⁴ *Rapport du Forum civil sur l'éducation. Gouvernance et Transparence dans le secteur de l'éducation primaire au Sénégal. Dakar, 2009.*



« Il est difficile de ne pas affirmer que l'école est importante. La question qui se pose est : quelle école? »

ont permis de mesurer la qualité des apprentissages des élèves¹⁵. Les conclusions du rapport final sont sans appel : les résultats des évaluations en matière de lecture ont montré qu'un grand nombre d'élèves ne sait pas lire du tout, que les aptitudes de ceux qui savent lire sont très faibles et qu'il existe de grandes différences de niveau au sein d'une même classe.

Au Mali, une enquête similaire¹⁶ a montré la faiblesse du niveau des élèves, la majorité d'entre eux ne sachant pas lire à la fin de la deuxième année du primaire. Cette enquête révèle aussi l'importance de l'indice socio-économique : plus il est élevé, meilleur est le score de l'élève. Les enfants ne sont donc pas égaux face à l'institution scolaire : leurs résultats restent conditionnés par la possibilité de consulter ou non des livres à la maison, par le niveau d'éducation des parents, la langue parlée dans la famille, la fréquentation d'un centre de petite enfance, etc.

Or, l'OMD concernant l'éducation primaire pour tous ne mentionne pas ces deux notions : la qualité de l'éducation et l'égalité des chances. Des résultats durables en matière d'éducation ne seront pourtant pas obtenus sans une prise en compte globale de tous les freins susceptibles de limiter l'accès aux services fondamentaux. D'autres indicateurs devraient ainsi figurer dans l'OMD concernant l'éducation primaire pour tous, tels que la nécessité de développer l'environnement lettré pour les populations, l'adaptation des stratégies et contenus d'apprentissage au contexte local, l'évaluation des enseignants sur la base de la qualité des apprentissages des élèves, l'évaluation régulière du niveau de lecture ou l'adaptation de la pédagogie aux différents niveaux d'enseignement.

Les témoignages recueillis font également état de différences persistantes dans la manière de considérer les finalités de l'éducation. Pour 33% des

enseignants tanzaniens par exemple, trouver un emploi n'est pas un objectif prioritaire lié à l'éducation, alors que pour la majorité des parents interrogés, l'éducation constitue un investissement qui doit justement permettre à leurs enfants d'avoir un travail correctement rémunéré. Ces différences de perception quant aux objectifs de l'éducation se retrouvent dans tous les pays où les enquêtes ont été menées. Pour le Dr Rakotozafy Harison, chef du département Éducation et Formation d'adultes à l'université de Fianarantsoa à Madagascar, «*toutes les études soulignent le lien entre le niveau de scolarisation et le niveau de développement d'un pays. Il est donc difficile de ne pas affirmer que l'école soit très importante pour le développement. Mais la question qui se pose est : quelle école ?*» Le Président du Collectif National de l'Éducation Alternative et Populaire au Sénégal affirme de son côté : «*Il faut une vue plus ouverte de l'éducation. L'éducation, ce n'est pas seulement l'école, car la société est plus complexe. L'éducation non formelle engage par exemple de nouveaux acteurs et de nouvelles réponses pour une école adaptée à la diversité des citoyens. Il faut diversifier le processus d'éducation dans son ensemble pour accroître les compétences et former l'Homme dans son ensemble.*»

Les élèves évoquent de manière plus concrète les améliorations qu'ils jugeraient pertinentes. Ils mentionnent essentiellement les conditions de scolarisation : salubrité et entretien des infrastructures, problèmes d'électricité récurrents, manque de matériel (tables, bancs, livres) et le nombre trop élevé d'élèves par classe. D'autre part, ils sont nombreux à souhaiter se familiariser davantage avec l'outil informatique et pouvoir bénéficier de cours dédiés aux technologies de l'information et de la communication (TIC).

On constate en effet que les inégalités se renforcent entre les écoles selon qu'elles bénéficient ou non de

l'outil informatique et d'un accès internet. La fracture numérique est réelle : alors que l'ordinateur et internet sont globalement accessibles dans les grandes agglomérations, 80% des populations rurales n'y ont pas accès.

UNE DEMANDE DE PARTICIPATION AUX PROCESSUS DE DÉCISION

100% des personnes interrogées déclarent que l'éducation est très importante. Pour les acteurs du développement, l'éducation apparaît majoritairement comme la condition du développement, de l'ouverture d'esprit et de l'autonomie des populations. Ainsi, pour le directeur de l'ONG PAHCS au Togo, « l'éducation est un instrument de réduction de la pauvreté, de prévention des obstacles au développement, d'autonomisation de la personne humaine, de culture de la non violence et de planification des actions pour un développement intégral, humain et durable. » L'éducation est également présentée comme un droit pour les enfants et comme une responsabilité pour les parents, qui voient en elle une promesse pour le futur et un moyen d'épanouissement pour leurs enfants.

Pour les élèves, il s'agit surtout de « préparer l'avenir », de « réussir dans la vie », d'acquérir des savoirs et des compétences de base, et d'aider les parents, la famille et la communauté. Par ailleurs, on note une demande accrue des familles et des élèves pour l'éducation secondaire, alors que les politiques d'incitation à l'éducation s'arrêtent au niveau primaire.

Les enquêtes menées par Aide et Action International ont également permis de montrer que les parents, les communautés et les enseignants étaient capables d'élaborer des stratégies qu'ils jugent susceptibles d'améliorer l'accès et la qualité de l'éducation (cf. tableau 3). Curieusement, alors que

¹⁵ RTI International. *Évaluation des compétences en lecture au Sénégal*. Dakar, novembre 2009.

¹⁶ République du Mali, Ministère de l'éducation, de l'alphabétisation et des langues nationales. *Évaluation initiale des compétences fondamentales en lecture-écriture basée sur l'utilisation de l'outil EGRA*. Bamako, novembre 2009.



« Ce que j'ai appris, je le mets au service de mon village en participant aux réunions pendant lesquelles je peux donner mon avis. »

les problèmes liés aux conditions de scolarisation sont fréquemment cités par les parents lorsqu'on les interroge sur la qualité de l'éducation, la sensibilisation des communautés est citée par 42% des acteurs interrogés comme stratégie à privilégier pour réaliser l'éducation primaire pour tous.

Tous les élèves interrogés aiment aller à l'école et apprendre des choses avec leurs enseignants. 99% des élèves interrogés au Mali, au Sénégal et au Togo estiment par ailleurs que ce qu'ils apprennent à l'école leur est utile pour aider leurs parents à la maison, dans leur commerce ou à la ferme. «Ce que j'ai appris, je le mets au service de mon village en participant aux réunions pendant lesquelles je peux donner mon avis» nous explique ainsi une jeune élève de CM2 au Sénégal. Un élève du primaire au Vietnam ajoute : «Je raconte à mes parents ce que j'apprends à l'école, particulièrement les bonnes habitudes en matière d'hygiène, et je les encourage à suivre les leçons sur mon livre.»

En outre, les compétences acquises à l'école permettent aux enfants d'aider leurs parents à faire des calculs, à lire des courriers ou des factures, d'aider leurs frères et soeurs dans leurs devoirs, ainsi que d'aider toute la famille et la communauté à prévenir les maladies comme le VIH/SIDA et le paludisme.

QUELLES SONT LES PRIORITÉS DU POINT DE VUE DES ACTEURS ?

LES POPULATIONS EXPRIMENT de fortes attentes concernant les services de base fortement liés à leur survie. L'expression de ces besoins de première nécessité a parfois fait vaciller les gouvernements dans leur volonté de mener des politiques structurelles d'envergure.

Par ailleurs, alors que les populations demandent à ce que leurs besoins urgents soient rapidement satisfaits, elles réclament dans le même temps et de manière parfois contradictoire, le droit de participer à la formulation des politiques de développement favorables à leur pays.

SANTÉ ET ALPHABÉTISATION

Lors des enquêtes effectuées par Aide et Action International, 80% des personnes interrogées ont considéré la prévention, l'hygiène et la santé comme un thème prioritaire¹⁷. Une travailleuse sociale au Vietnam complète : «Rien n'est plus important que la santé. Nous avons besoin de savoir comment assurer notre propre hygiène.»

Dans les dix pays où nos enquêtes ont été menées, la majorité des parents déclare amener leurs enfants chez le médecin à chaque fois qu'ils sont malades. Au Mali, au Sénégal et au Togo, 85% d'entre eux emmènent leurs enfants chez le médecin dès qu'ils sont malades, et seulement 3% ne les emmènent jamais à cause du manque de moyens. Pour leur part, 12% des femmes mères d'enfants de moins de 2 ans estiment ne pas pouvoir assurer un suivi médical correct à leur dernier né, notamment à cause du prix trop élevé des soins ou des consultations.

En Tanzanie, 40% des parents déclarent ne pas pouvoir assurer un suivi médical correct à leurs enfants, principalement à cause du manque de moyens, mais aussi à cause du faible accès aux services de soins et aux médicaments. Ils soulignent également des faiblesses dans la formation à la santé qu'ils ont reçue, ainsi que dans celle des enseignants. Sur ce point, on constate des disparités régionales : en Afrique de l'Ouest, 68% des parents et des membres de la communauté pensent assurer un bon suivi médical à leurs enfants, mais ils ne sont que 32% en Afrique de l'Est.

TABLEAU 3. STRATÉGIES PRÉCONISÉES PAR LES ACTEURS LOCAUX POUR LA RÉALISATION DE L'ÉDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS

Stratégies	Occurrence
Sensibilisation des communautés par rapport à l'école et à l'éducation en général	42%
Renforcement des capacités des personnels enseignant et d'encadrement scolaire	19%
Dotations en matériel pédagogique (fournitures, matériel didactique, livres...)	18%
Soutien pédagogique (suivi, appui, accompagnement)	13%
Construction d'infrastructures (salles de classes, tables, bancs, latrines...)	8%

SOURCE : ENQUÊTES AIDE ET ACTION INTERNATIONALE, AVRIL-MAI 2010.

L'accès aux soins reste fortement conditionné par le niveau de revenu des familles. Celles qui en ont les moyens se rendent régulièrement dans les structures médicales, notamment pour les vaccinations, et certaines ont même recours à une mutuelle de santé. Pour les autres, des stratégies alternatives sont mises en place, alternant recours à la thérapie traditionnelle, aux guérisseurs ou aux « pharmacies par terre ».

En matière de suivi pour les femmes enceintes, on note de fortes disparités entre milieu rural et milieu urbain. Les femmes habitant en milieu urbain ou périurbain constatent une amélioration dans la prise en charge de leurs grossesses. Au Mali, au Togo et au Sénégal, 90% des femmes en milieu urbain ou périurbain ont bénéficié d'un suivi de grossesse pour leur dernier né. Et 92% de celles n'en ayant pas bénéficié ont malgré tout accouché dans un centre de santé ou dans un hôpital. A contrario, en milieu rural, rares sont les femmes qui peuvent bénéficier d'au moins trois consultations prénatales, et la grande majorité d'entre elles continuent d'accoucher sans la présence de personnel médical qualifié.

¹⁷ Lors de ces enquêtes, il a été demandé aux personnes de choisir et de classer les deux thèmes qui leur semblaient prioritaires parmi une liste de huit thématiques, basées sur les huit OMD.

En Tanzanie, 20% des femmes estiment avoir été mieux suivies pour leur dernière grossesse, 12% estiment l'avoir été moins, et 28% estiment qu'elles ont été suivies de la même manière que pour leur premier né. Elles ont toutes accouché dans un hôpital, un dispensaire ou un centre de santé, tant pour leur première que pour leur dernière grossesse. Mais seules 40% d'entre elles estiment pouvoir assurer un suivi médical correct à leur dernier né en l'emmenant à l'hôpital, au dispensaire ou au centre de santé, tandis que 25% d'entre elles ne disposent ni des ressources financières nécessaires ni d'une infrastructure sanitaire à proximité.

En Chine, toutes les femmes interrogées ont bénéficié d'un suivi de grossesse pour leur dernier né et ont pu accoucher à l'hôpital. Au contraire, au Cambodge les femmes sont contraintes d'accoucher à domicile (parfois en présence d'une sage-femme) en raison du manque de services de santé à proximité.

La deuxième priorité identifiée par les personnes interrogées concerne l'hygiène en lien avec les difficultés d'accès à l'eau et au manque de système d'assainissement dans les écoles.

Au Cambodge par exemple, 34,8% des écoles primaires ne disposent pas d'installations d'eau et 22,4% n'ont pas de latrines¹⁸. En Inde, le rapport 2009 du centre ASER¹⁹, qui évalue les installations d'eau et les latrines dans les écoles du pays, indique que le pourcentage d'écoles sans eau ou sans latrines fonctionnelles diminue avec le temps. 75% des écoles primaires publiques disposent désormais d'un accès à l'eau et 50% possèdent des latrines utilisables. 40% des écoles n'ont pas de latrines séparées pour les filles, et seules 12 à 15% des latrines pour les filles peuvent être fermées à clef, et environ 30 à 40% sont réellement utilisables²⁰.

Cette situation se retrouve dans plusieurs pays. En Tanzanie, la coordinatrice de l'ONG Baraka Good Hope Orphan's Development explique : « *Les infrastructures scolaires doivent être améliorées, car elles ne sont pas favorables aux filles. Les services, comme l'assainissement et l'hygiène et autres services sociaux, doivent être disponibles dans les écoles afin que les filles aient accès à l'éducation. Plus globalement, les stratégies pour l'éducation des filles doivent être conçues en collaboration avec les communautés, les femmes et les filles elles-mêmes.* »

L'alphabétisation est désignée comme la deuxième priorité par ordre d'importance. Savoir lire, écrire et compter sont les principaux objectifs de l'alphabétisation selon les personnes interrogées. Or, l'alphabétisation n'apparaît qu'en filigrane dans les OMD (puisque seul le taux d'alphabétisation des 15-24 ans sert d'indicateur). Ceci est d'autant plus inquiétant que les programmes d'alphabétisation disposent de peu de financements et ne constituent que très rarement un objectif prioritaire pour les pays en développement. Pourtant, l'alphabétisation est susceptible d'avoir des répercussions directes sur la réalisation d'autres OMD, comme la santé, l'éducation primaire ou l'autonomisation des femmes. Un fermier tanzanien déclare ainsi : « *Il n'y a pas de développement dans un pays où les gens sont illettrés. Ils doivent être éduqués pour comprendre les évolutions et accepter les changements.* »

L'ÉDUCATION DES FILLES : LA VOIE DE LA RESPONSABILISATION DES FEMMES

D'après les enquêtes menées par Aide et Action International, l'éducation est reconnue par tous les citoyens des pays en développement comme un droit fondamental pour toutes et tous. Lorsqu'ils sont interrogés sur l'éducation des filles, tous les acteurs (parents, membres de la communauté, enseignants, acteurs du développement local) se

déclarent favorables à l'éducation des filles ; tous affirment que les filles ont les mêmes droits que les garçons, et même qu'elles constituent des relais importants pour les valeurs et les savoirs des familles. En Haïti, un jeune enseignant contractuel nous dit : *«Dans la dynamique d'une société égalitaire, il ne doit pas y avoir de discrimination de sexe par rapport à l'éducation. Sinon, cela engendrera la domination future d'un sexe sur l'autre.»*

Cependant, la réalité est beaucoup plus nuancée. 67% des acteurs du développement (associations locales, groupement de parents d'élèves, représentants d'ONG, élus locaux, responsables nationaux de l'éducation, etc.) pensent que les filles ne sont effectivement pas autant scolarisées que les garçons. 13% des parents interrogés au Mali, au Sénégal et au Togo déclarent ne pas envoyer leurs filles à l'école, et 12% disent que leurs filles ne vont à l'école que quelques jours par semaine, notamment en raison des responsabilités familiales qui leur incombent et des difficultés économiques de la famille (le coût du transport est souvent évoqué). Le Président du Collectif National de l'Éducation Alternative et Populaire au Sénégal déclare : *«Cela ne fait pas consensus dans les valeurs des gens. Les écoles fonctionnent encore avec des stéréotypes. Il faudrait débloquer des priorités financières pour l'intégration des filles, et les parents et les leaders doivent changer de mentalité de manière plus profonde : alors que tous sont d'accord pour dire que les filles ont les mêmes droits, nombreux sont ceux qui gardent leurs filles à la maison. D'autre part, les stratégies éducatives et les contenus doivent être plus adaptés.»*

Au Sénégal, 48,6% des filles sont scolarisées, mais des problèmes d'accès et de maintien à l'école se posent toujours pour elles. Le taux de réussite des filles au certificat de fin d'études primaires est d'environ 47%, le taux d'achèvement du cycle

¹⁸ BUNROEUN N. *Informed Education Sector Planning and Decision Making in Cambodia*. Siem Reap, février 2010.

¹⁹ *Assessment Survey Evaluation Research*.

²⁰ *Assessment Survey Evaluation Research Centre. Annual Status of Education Report 2009*. New Dehli : ASER Ed., 2010. <http://asercentre.org/asersurvey.php> (Page consultée le 15/07/2010).



© DIDIER PAZÉRY

« Il faudrait renforcer les conditions de travail, protéger les jeunes filles face aux agressions de toutes sortes dont elles sont victimes. »

primaire n'est que de 45,3% en 2004 (cf. tableau 4) et le taux de redoublement atteint 31%. L'éducation des filles souffre par ailleurs d'une faible prise en charge dans le budget des collectivités locales et d'un manque de synergie dans les interventions des différents acteurs²¹.

Par ailleurs, les politiques de discrimination positive en faveur de la scolarisation des filles ne concernent jusqu'à présent que le niveau primaire : de très fortes disparités persistent dans l'enseignement secondaire et supérieur. Le chargé de programme pour le Cadre local de concertation pour le développement de Pikine (Sénégal) témoigne : *« Dans le primaire, la parité est en faveur des filles, ce qui est loin d'être le cas pour les autres niveaux d'enseignement. Il faudrait renforcer et améliorer les conditions de travail, protéger les jeunes filles face aux agressions de toutes sortes dont elles sont victimes. »* Au Togo, la chargée de programme Women in Law and Development in Africa (WIL-DAF-BSRAO) confirme : *« Avec les efforts effectués ces dernières années, la scolarisation s'est nettement améliorée dans le primaire, où l'on a presque obtenu voire dépassé la parité dans certaines localités. Mais s'agissant du secondaire, la situation est toujours alarmante. Nous devons réfléchir aux déterminants qui permettront de retenir les filles à l'école. Nous devons notamment réfléchir sur les violences faites aux filles dans le cadre scolaire et extra-scolaire, ainsi que sur les obstacles financiers. »*

STRATÉGIES LOCALES, FAMILIALES ET COMMUNAUTAIRES POUR DES INITIATIVES PÉRENNES

Dans l'ensemble, les pratiques locales vont vers une meilleure responsabilisation des communautés. Sur le plan de la santé, par exemple, les acteurs interrogés insistent sur la construction de latrines et de cases de santé, l'éducation sanitaire et nutritionnelle, la sensibilisation aux maladies et à la

nutrition et les campagnes de vaccination. Toutes ces actions sont citées et reconnues comme ayant contribué à une amélioration sensible des conditions de santé des populations, y compris des plus vulnérables. Sur le plan environnemental, les initiatives locales se sont concentrées sur l'information et la sensibilisation à la propreté des lieux, au reboisement et à la conservation, ainsi que sur la valorisation de la biodiversité et la responsabilisation des communautés.

Concernant l'éducation, les acteurs locaux font état d'une myriade d'initiatives portées par des ONG ou par les communautés elles-mêmes. Les écoles d'initiative locale, les écoles passerelles, les écoles nomades, les écoles communautaires, les écoles relais etc., rivalisent avec les écoles privées laïques et confessionnelles. Cependant, cette diversification de l'offre éducative est loin de rimer avec une amélioration de la qualité de l'éducation, même si les enseignants (tous statuts confondus) disent chercher à améliorer leurs pratiques et le contenu de leurs cours, ou participer à davantage de formations.

Dans tous les secteurs, les personnes interrogées par Aide et Action International ont souhaité davantage de partenariats et de synergies. C'est dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la protection sociale que les attentes sont les plus nombreuses. Les populations pensent que les synergies existant entre les différents partenaires travaillant au nom de leur bien-être est de loin le meilleur gage de réussite des initiatives entreprises. Dans le domaine de l'éducation, par exemple, les citoyens interrogés estiment que les familles et les enfants devraient davantage participer aux décisions qui les concernent. *« Tous unis, nous pouvons améliorer les choses »*, nous dit un élève du secondaire en République dominicaine. Pourtant, il existe peu de

mécanismes permettant une participation des populations, au niveau local ou national, aux politiques de développement.

Ainsi, 71% des enseignants interrogés en Haïti et en République dominicaine estiment que de nouveaux partenariats pourraient leur permettre d'améliorer la qualité de leurs enseignements. Les ONG, les collectivités et les élus locaux sont identifiés comme les principaux soutiens dans des domaines comme la formation des enseignants, la construction d'infrastructures ou la fourniture de matériel didactique. Au Cambodge et en Chine, ce sont les partenariats basés sur davantage de concertation et de dialogue, ainsi que les échanges avec l'extérieur, qui sont identifiés comme étant de nature à améliorer la qualité des apprentissages des élèves, tandis que les relations avec les élus locaux et les fonctionnaires de l'État semblent moins faciles.

²¹ *Save the Children Suède, CNEPSCOFI, FAWÉ, EDEN. Synergie banlieue, Consortium pour l'éducation des filles dans la banlieue de Dakar, 2006-2007, 2007-2008. Rapport général. Dakar, p. 2.*

TABLEAU 4. ÉVOLUTION RÉCENTE DU TAUX D'ACHÈVEMENT DU CYCLE PRIMAIRE AU SÉNÉGAL

	2004	2008
Filles	45,3%	58%
Garçons	52,3%	58,8%
Global	48,8%	58,4%

SOURCE : ME/DPRE, SITUATION DE L'ÉDUCATION, 2008

CONCLUSION

Force est de constater que les populations qui sont censées bénéficier de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ne les connaissent pas. Le travail de sensibilisation et d'information sur les OMD reste quasiment inexistant sur le terrain. Au niveau national, on constate que les États ont pris en compte et intégré les OMD dans leurs stratégies de développement, mais le lien n'est pas fait avec les préoccupations quotidiennes des populations.

Pourtant, celles-ci manifestent leur adhésion à ces mêmes objectifs lorsqu'ils leur sont présentés. Les personnes interrogées par Aide et Action International portent un regard optimiste sur les progrès accomplis. L'objectif relatif à la réalisation de l'éducation primaire pour tous est, dans tous les pays où nos enquêtes ont été menées, celui qui rassemble le plus d'avis positifs. Même si des difficultés demeurent, la traduction concrète de cet objectif dans les politiques nationales, notamment grâce à l'instauration de la gratuité de l'éducation dans la plupart des pays, permet non seulement d'en donner une meilleure visibilité mais aussi de réaliser des avancées certaines.

Les populations se révèlent également capables d'identifier les priorités (santé et alphabétisation notamment) et de proposer des initiatives locales susceptibles de renforcer les politiques nationales. Toutes constatent cependant que les mécanismes de participation adaptés sont quasiment inexistants. Si les familles, les communautés, les enseignants, etc. ont parfois pu participer à la prise de décision, celle-ci est restée essentiellement locale. Pourtant, donner la parole aux citoyens des pays en développement et leur permettre de s'impliquer dans les politiques nationales serait sans nul doute de nature à accélérer la réalisation des OMD, dont la progression semble pour le moins contrastée.



© OLIVIER HARRASSOWSKI



Bilan des OMD

« La crise globale sans précédent — économique, financière, sociale, alimentaire, environnementale, mais aussi morale et éthique, menace la réalisation de l'agenda le plus important du multilatéralisme actuel — les objectifs du Millénaire pour le développement- et touche les pays les plus vulnérables, surtout en Afrique. Cette crise nous impose l'impératif d'agir d'urgence. »

Irina Bokova, directrice générale de l'UNESCO, novembre 2009.

DES RÉSULTATS CONTRARIÉS PAR LES EFFETS DES CRISES ALIMENTAIRE ET ÉCONOMIQUE

Si le Rapport 2009 des Nations unies sur les objectifs du Millénaire pour le développement²², présente des études et des données qui attestent de certaines avancées dans la réalisation des OMD, il n'en demeure pas moins que, dans de nombreux pays, plusieurs de ces objectifs ne semblent actuellement pas pouvoir être atteints.

Sous les effets des crises alimentaire et économique, la situation s'est dégradée et de nouvelles inquiétudes apparaissent. Les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'alimentation, mais aussi de l'emploi, ont profondément souffert des impacts des crises des deux dernières années. Avec des répercussions sociales qui laissent à penser que les progrès accomplis depuis dix ans quant à la réalisation des OMD pourraient être compromis.

ÉDUCATION ET AUTONOMISATION DES FEMMES : UN BILAN MITIGÉ

CE BILAN MITIGÉ EST ENCORE AGGRAVÉ par les conséquences des crises alimentaire et économique. Ces crises ont commencé à ralentir sensiblement les progrès effectués sur l'objectif d'éducation

primaire pour tous, en particulier pour les filles. On constate à la fois une difficulté des pays à maintenir une offre éducative de qualité, et une diminution de la demande éducative des ménages. Dans de nombreux pays, on observe par exemple une diminution des ressources disponibles pour l'éducation en raison de la baisse cumulée des investissements directs étrangers, des envois de fonds des migrants et de l'aide publique au développement. Si les pays disposant d'un espace fiscal plus large et de ressources propres sont parvenus peu ou prou à faire face, les pays les plus fragiles (notamment les pays les moins avancés) doivent composer avec des budgets à la baisse. Dans ce contexte, la priorité ne peut être en faveur de l'éducation et de l'autonomisation des femmes.

L'ÉDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS : DES PROGRÈS EN TROMPE-L'OEIL

L'objectif concernant l'éducation primaire pour tous est en net progrès. Dans le primaire, les taux de scolarisation dans les pays en développement sont passés de 80% en 1999 à 86% en 2007. Ces progrès notables semblent devoir témoigner d'une prise de conscience générale quant au caractère primordial de l'éducation. Reconnu par

tous les acteurs du développement comme un facteur essentiel permettant d'améliorer les conditions d'existence des citoyens, l'éducation constitue par ailleurs un thème transversal dans la réalisation de chacun des OMD.

Au Mali, au Sénégal et au Togo, 80% des élèves interrogés par Aide et Action International pensent que tous les enfants vont à l'école. Pourtant, quand on leur demande s'ils connaissent des enfants qui n'y vont pas, ils répondent massivement « oui » et parlent des enfants qui travaillent (aux champs, par exemple), des enfants souffrant de maladies ou de handicap, ainsi que des enfants des familles pauvres. Au Cambodge et au Vietnam, la totalité des élèves interrogés pensent que les mauvaises conditions de vie, le travail infantile et le mariage précoce des jeunes filles empêchent certains enfants d'aller à l'école. Enfin, en Haïti et en République dominicaine, tous les élèves déclarent connaître des enfants qui ne vont pas à l'école, principalement parce que les parents n'ont pas les moyens d'acheter les fournitures ou les vêtements nécessaires, ou bien parce que les enfants doivent travailler.

Par ailleurs, les indicateurs retenus concernant l'éducation primaire pour tous ne prennent pas en compte certains facteurs essentiels, comme celui de la qualité de l'éducation. Or, la formation des maîtres, le matériel didactique, la formation professionnelle ou encore les liens avec l'enseignement secondaire sont autant de facteurs qualitatifs essentiels pour évaluer les performances des systèmes éducatifs : la progression des taux de scolarisation ne signifie pas, en effet, que l'éducation reçue est de bonne qualité. En 2009, un enfant sur quatre a quitté l'école sans achever un cycle complet d'études primaires et, en Afrique

²² Nations unies. *Objectifs du Millénaire pour le développement. Rapport 2009*. New York : Nations unies Ed., 2009.

2 UN PROJET FONDÉ SUR L'IMPLICATION DES ÉLUS DANS LES POLITIQUES ÉDUCATIVES

Partant du constat général d'une insuffisance de planification, de pilotage, de contrôle et d'évaluation du système éducatif à Madagascar et aux Comores, ce projet initié par les acteurs de l'éducation et Aide et Action International, a pour but d'améliorer le pilotage et la gestion du système éducatif local pour contribuer à favoriser l'accès et la qualité de l'éducation.

Dans cette perspective, les acteurs locaux sont sensibilisés aux enjeux de l'éducation afin de les impliquer davantage dans la prise en charge de l'éducation.

Aussi, en 2009 et 2010, la promotion des plans de développement éducatif au niveau communal ou local pour 30 communes à Madagascar, ainsi que pour 4 communes et 30 écoles aux Comores, a permis de promouvoir la bonne gouvernance politique, institutionnelle et financière du système.

À travers une démarche participative, il s'est principalement agi de promouvoir des cadres de concertation opérationnels autour de l'éducation d'une part, et de renforcer les compétences de la société civile et des institutions stratégiques locales pour le pilotage du développement du secteur d'autre part.



© STEPHANE GROLLIER

« Les enquêtes réalisées par Aide et Action International entre décembre 2009 et janvier 2010 indiquent en effet une nette tendance à la déscolarisation dans plusieurs pays. »

subsaharienne, 40% seulement des jeunes adultes ayant été scolarisés pendant cinq ans sont restés alphabétisés²³. Quel sens donner alors à la progression des taux de scolarisation primaire et à l'extension de l'accès à l'éducation lorsque les populations ne parviennent pas à élever leur niveau de compétences ?

La question du pilotage des systèmes éducatifs est également centrale : dans beaucoup de pays en développement, l'éducation est devenue une compétence transférée au niveau local par les politiques de décentralisation. L'implication des collectivités constitue donc un enjeu majeur qui n'est cependant pas pris en compte dans les OMD.

Selon les pays, on assiste alors à une réorientation des dépenses en faveur de l'éducation, à la diminution voire à la suppression des subventions aux écoles, et à l'ajournement de réformes devant permettre à des millions d'enfants d'accéder à l'éducation. Les conditions d'éducation se sont fortement précarisées. Les écoles ne parviennent plus à financer l'achat de fournitures scolaires, le fonctionnement des cantines ou l'entretien des bâtiments et du mobilier. Dans le même temps, de nombreux enseignants, eux aussi confrontés à l'augmentation du coût de la vie et disposant souvent d'un niveau de salaire assez bas²⁴, prennent un second emploi ne leur permettant plus d'assurer la totalité de leurs heures d'enseignement. Dans un contexte où l'éducation coûte cher et offre peu de perspectives d'avenir, de nombreuses familles font alors le choix de déscolariser les enfants (notamment les plus âgés) et de les insérer dans la vie active.

Les enquêtes réalisées par Aide et Action International entre décembre 2009 et janvier 2010 indiquent en effet une nette tendance à la déscolarisation dans plusieurs pays. À Madagascar, pays déjà secoué par une crise politique majeure, la

moitié des familles interrogées mentionnent une brusque dégradation de leurs conditions de vie les ayant amenées à réduire toutes les dépenses non vitales, comme l'achat de vêtements ou de chaussures, le logement ou encore la scolarisation des enfants les plus âgés.

Ainsi, dans ce pays, un tiers des enfants interrogés déclarent ne plus aller à l'école depuis 2009, essentiellement parce qu'ils doivent travailler pour aider leur famille²⁵. On retrouve des situations similaires dans plusieurs pays. Au Ghana et en Zambie, les ménages ont réduit leurs dépenses de santé et d'éducation en 2009²⁶. Au Bangladesh, la hausse des prix de l'alimentation en 2007 et 2008 avait déjà conduit la moitié des familles à retirer leurs enfants de l'école. Au Togo, où les communautés participent fortement au financement de l'éducation, 29% des parents interrogés disent dépenser la moitié de leurs revenus pour les dépenses scolaires, tandis que 43% déclarent en dépenser le tiers. Au Burkina Faso, 98% des enfants interrogés confirment que les fournitures sont achetées par leurs parents. Les enfants déscolarisés évoquent le manque de moyens de leur famille comme raison de leur déscolarisation.

Une étude du *Poverty and Economic Policy Research Network* analysant les impacts de la crise économique actuelle sur la scolarisation au Burkina Faso, au Cameroun et au Ghana montre que les effets les plus négatifs concernent l'éducation primaire. Le Burkina Faso, qui possède déjà le taux de scolarisation le plus bas des trois pays, est le plus affecté avec une diminution de 0,8% de la scolarisation et une augmentation de 1% du travail des enfants²⁷.

La situation est d'autant plus critique que ces chiffres ne prennent pas en compte la multiplicité de stratégies alternatives développées par les fa-

milles pour tenter de maintenir les enfants à l'école. Ainsi, certains enfants d'une même famille doivent-ils se partager le temps scolaire, les uns étant scolarisés le matin et les autres l'après-midi.

Alors que l'OMD concernant l'éducation primaire pour tous était celui qui avait le plus progressé et dont la réalisation semblait plausible pour une majorité de pays, les progrès réalisés semblent marquer le pas. Par ailleurs, l'accès aux services de base continue de faire l'objet de fortes inégalités. En Haïti et en République dominicaine, 86% des enseignants interrogés observent régulièrement des inégalités dans l'accès des enfants à l'éducation. Ces inégalités d'accès sont principalement dues au niveau de revenu des familles, les enfants des familles les plus pauvres rencontrant plus de difficultés ; mais les enseignants évoquent aussi la situation des enfants vivant avec un handicap.

Pourtant, l'éducation demeure plus que jamais un enjeu incontournable. En effet, un tiers de la population des pays en développement a aujourd'hui moins de 15 ans et, en 2050, neuf jeunes sur dix vivront dans les pays en développement²⁸. Dans les années à venir, un nombre croissant de jeunes arrivera sur le marché de l'emploi. Pour réussir cette insertion, développer de nouveaux moyens d'existence et contribuer au développement de leur pays, il est primordial qu'ils aient accès dès maintenant à une éducation et à une formation professionnelle de qualité.

²³ *Education for All Global Monitoring Report 2010. Reaching the marginalized, op. cit.*

²⁴ *En Afrique de l'Ouest, 57% des enseignants interrogés par Aide et Action International estiment que leur niveau de vie est moyen, tandis que 38% l'estiment bas ou très bas. En Amérique latine et dans les Caraïbes, 36% des enseignants estiment que leur niveau de vie est moyen, et 71% l'estiment bas ou très bas.*

²⁵ *Pour plus d'informations sur les impacts de la crise économique sur l'éducation, consulter le rapport publié par Aide et Action International en avril 2010 : Aide et Action International, Éducation, les cours chutent ! Paris : Aide et Action International Ed., 2010.*

²⁶ *Education for All Global Monitoring Report 2010. Reaching the marginalized, op. cit.*

²⁷ *COCKBURN J., FOFANA I. et TIBERTI L. Simulating the impact of economic crisis and policy responses on children in West and Central Africa. Document de travail du Innocenti Research Centre, intervention pour la conférence The Global Economic Crisis: Including Children in the Policy Response, Londres 9-10 novembre 2009.*

²⁸ *Population Reference Bureau. Fiche de données sur la population mondiale 2009. http://www.prb.org/pdf09/09wpds_fr.pdf (Page consultée le 13/07/2010).*



ÉGALITÉ DES SEXES ET AUTONOMISATION DES FEMMES : FAISONS-NOUS FAUSSE ROUTE ?

L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes passent avant tout par l'éducation: mesurer le taux d'alphabétisation des femmes constitue donc un moyen d'évaluer les progrès accomplis. On constate pourtant que les indicateurs de l'OMD concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, ne prennent en compte que les trois niveaux de l'enseignement formel (primaire, secondaire, supérieur) et, de surcroît, que seul le taux brut de scolarisation dans le primaire est retenu comme indicateur de progression. Or, le taux d'alphabétisation des adultes dépend aussi des structures non formelles d'apprentissage de base et/ou de suivi, qui n'apparaissent pas dans ces données. L'éducation des femmes, rendue possible sous diverses formes, n'est donc pas reflétée de manière exhaustive dans les OMD; aujourd'hui, les deux tiers des adultes dépourvus de compétences en matière d'alphabétisation (759 millions de personnes au total) sont pourtant des femmes²⁹.

De manière plus générale, les indicateurs définis pour mesurer la réalisation des OMD sont peu adaptés à la situation des femmes dans le monde. Par exemple, les OMD ne mesurent pas la violence sexospécifique ou l'accès des femmes aux moyens productifs. Or, si des conditions et un environnement incitatifs ne sont pas créés au niveau national, comment les femmes peuvent-elles être autonomes ?

Dans son Rapport mondial annuel 2009, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) révèle que le nombre de travailleurs pauvres, c'est-à-dire les travailleurs dont le revenu est inférieur à 2 dollars par jour, aurait augmenté de 200 millions pour atteindre 1,4 milliard de personnes (soit 45% de la population mondiale). Or, 60% de ces travailleurs pauvres sont des femmes.

Sur le front de l'emploi, les résultats ne sont pas meilleurs. Les femmes ont été particulièrement concernées par la montée du chômage en 2009 et 2010. Dans son rapport Tendances mondiales de l'emploi des femmes, publié en mars 2009³⁰, l'OIT avait prévu pour 2009 un taux de chômage des femmes de 7,4% contre 7% pour les hommes. Par ailleurs, le taux mondial de l'emploi vulnérable a varié de 50,5 à 54,7% pour les femmes, contre 47,2 à 51,8% pour les hommes. Les femmes sont en effet surreprésentées dans les emplois non qualifiés ou semi qualifiés et constituent plus de la moitié des travailleurs des secteurs d'exportation les plus touchés par la crise³¹.

Au final, mesurer l'autonomisation des femmes s'avère difficile, voire impossible : les seuls indicateurs se rapportent aux taux de scolarisation dans les différents niveaux d'enseignement, à la proportion de femmes salariées dans le secteur non agricole et à la proportion de sièges occupés par des femmes dans les législatures uniques ou les chambres basses des parlements nationaux.

RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ ET AMÉLIORATION DE LA SANTÉ : DES RÉSULTATS LOIN DES OBJECTIFS

ALORS QUE LES OBJECTIFS liés à l'amélioration de la santé maternelle et à la diminution de la mortalité infantile sont ceux qui ont le moins progressé, les impacts des crises alimentaire et économique sont venus détériorer une situation déjà très précaire.

La diminution des ressources étatiques et des revenus familiaux, combinée à la hausse des prix de l'alimentation et du chômage, a rendu plus urgentes encore les problématiques liées à la survie des populations. Dans leur rapport de 2009 sur le suivi des OMD, les Nations unies avertissaient déjà que

«les progrès vers la réalisation de ces objectifs sont à présent menacés par une croissance économique anémique, voire négative, une diminution des ressources, moins d'opportunités commerciales pour les pays en développement et une possible réduction des flux d'aide en provenance des nations donatrices³².»

MANGER MOINS ET MOINS BIEN

La malnutrition touche environ 175 millions de jeunes enfants chaque année, et plus d'un quart des enfants des pays en développement souffrent de retards de croissance³³.

L'Afrique subsaharienne compte aujourd'hui 43% d'enfants souffrant de rachitisme sans aucune trace d'amélioration au cours des 15 dernières années³⁴. Or, dès 2008, face à l'augmentation des prix de l'alimentation, les familles les plus pauvres ont été contraintes de choisir les aliments les moins chers. Cela a notamment entraîné un abandon des denrées protéinées (viande, poisson, œufs) au profit d'aliments moins riches en nutriments essentiels, comme les céréales. Malheureusement, dans de nombreux pays, la hausse des prix a également concerné la nourriture de base des populations (riz, maïs, blé). Ainsi, si les familles consomment des aliments de moindre qualité nutritionnelle, elles ont également dû diminuer la quantité de nourriture.

Ainsi, en Afrique subsaharienne, la proportion de la population souffrant de la faim était passée de 32% en 1990 à 28% en 2004. Mais, suite aux crises successives, ce taux est remonté à 29% sur le continent. Les projections de l'IFPRI³⁵ ne permettent pas d'être plus optimiste : d'ici 2020, l'Afrique subsaharienne devrait voir sa consommation de calories par habitant diminuer de 10%, ce qui entraînera des cas de malnutrition supplémentaires pour environ 16 millions d'enfants.

²⁹ *Education for All Global Monitoring Report 2010. Reaching the marginalized*, op. cit.

³⁰ OIT. *Tendances mondiales de l'emploi des femmes*. Genève : OIT Ed., 2009.

³¹ EMMETT B. *Paying the price of the economic crisis*. Oxford, UK/Oxfam International Ed., 2009

³² Nations unies, *objectifs du Millénaire pour le développement*, Rapport 2009, New York, 2009, p. 4.

³³ *Education for All Global Monitoring Report 2010. Reaching the marginalized*, op. cit.

³⁴ TELLER C.H. et ALVA S. *La lutte contre la malnutrition en Afrique subsaharienne : des progrès mitigés selon les enquêtes*. Population Reference Bureau, octobre 2008.

³⁵ International Food Policy Research Institute.

³⁶ BAKRANIA S. et LUCAS B. *The impact of the Financial crisis on Conflict and State Fragility in Sub-Saharan Africa*. Birmingham, UK : Governance and Social Development Resource Centre, 2009.

3 AMÉLIORER L'ALPHABÉTISATION DES FEMMES EN CHINE

L'éducation s'avère fondamentale pour améliorer l'autonomisation des femmes. Alors que le gouvernement chinois a délaissé l'alphabétisation des populations, notamment rurales, au profit du développement économique national, le projet de classes d'alphabétisation des femmes et de formation des enseignantes auquel contribue Aide et Action International expérimente dans les provinces rurales de Chine un programme d'alphabétisation sur trois ans pour les jeunes filles et les femmes. L'alphabétisation étant une compétence essentielle pour participer à la société et à l'économie, ce projet vise à trouver des stratégies de développement par l'alphabétisation des citoyennes, afin qu'elles puissent faire face aux risques associés au processus de globalisation en Chine. Plus de 6 000 femmes ont pu acquérir les compétences nécessaires en matière d'alphabétisation grâce à ce projet.

Ces actions sont également soutenues par d'autres projets qui encouragent les échanges avec des pays d'Asie du Sud-Est par le biais notamment de la promotion des politiques d'alphabétisation, du développement de manuels d'enseignement, de l'établissement d'un centre de ressources numérique sur le genre, et d'un programme d'alphabétisation au niveau régional. Outre les sessions de sensibilisation, ce projet appuie le développement des activités génératrices de revenu et l'accès à l'entrepreneuriat pour les femmes.

« Alors que les objectifs liés à l'amélioration de la santé maternelle et la diminution de la mortalité infantile sont ceux ayant le moins progressé, les impacts des crises alimentaire et économique sont venus détériorer une situation déjà très précaire. »

Se priver de nourriture apparaît de plus en plus comme une obligation pour nombre de familles. Au Togo, 30% des familles interrogées par Aide et Action International déclarent avoir diminué la quantité de leur nourriture, et 32% la qualité de leur nourriture. En Inde, dans les États du Tamil Nadu et du Madhya Pradesh, 53% des familles disent avoir diminué la quantité de nourriture consommée dans une journée, tandis que 47% indiquent choisir des aliments de moindre qualité nutritionnelle.

Au Kenya, la quantité et la qualité de la nourriture consommée ont diminué dans les communautés les plus vulnérables. On constate que, dans les familles, les femmes mangent moins et en dernier³⁶. Ce phénomène est également observé dans de nombreux pays d'Asie, ce qui met particulièrement en danger la santé des femmes enceintes et celle de leur futur enfant.

ASSURER LA SANTÉ DES ENFANTS

Cette situation pourrait donc avoir un impact direct sur la réalisation des OMD dans le domaine de la diminution de la mortalité infantile et de l'amélioration de la santé maternelle. Une étude du *Governance and Social Development Research Centre* indique ainsi que, dans les pays d'Asie et du Pacifique, les cas d'anémie maternelle pourraient augmenter de 10 à 20%, et ceux d'insuffisance pondérale à la naissance de 5 à 10%³⁷.

Dans ce contexte, des problèmes de malnutrition et de développement physique et intellectuel sont à craindre chez les enfants. En effet, en particulier chez les jeunes enfants, le manque de nourriture adéquate est susceptible de causer des dommages irréversibles³⁸. Par ailleurs, de grandes disparités existent entre les enfants dont les familles doivent faire face aux chocs économiques : niveau d'éducation de la mère, niveau de revenu de la famille, lieu

de résidence, sexe de l'enfant. Une fois de plus, les enfants issus des familles les plus vulnérables sont ceux qui courent le plus de risques de souffrir de la faim, mais aussi d'être victimes de maladies et de ne pas pouvoir bénéficier de soins adéquats. Dans ces conditions particulièrement précaires, une augmentation des taux de mortalité infantile est à craindre.

Une étude réalisée par le Centre de recherche de la Banque mondiale pour le développement humain a estimé qu'en raison des impacts de la crise économique, 30 000 à 50 000 décès supplémentaires pourraient survenir sur le seul continent africain³⁹. Au niveau international, la Banque mondiale prévoyait entre 200 000 et 400 000 décès supplémentaires d'enfants de moins d'un an entre 2009 et 2015.

Des progrès avaient pourtant été accomplis. Le Groupe inter organisations pour l'estimation de la mortalité de l'enfant (GIEM) a par exemple estimé en 2008 que l'on comptait chaque jour 10 000 décès d'enfants de moins de 5 ans en moins par rapport à 1990, année de référence pour les OMD⁴⁰. Mais, depuis deux ans, la tendance commence à s'inverser de manière inquiétante. Or, la prévention et l'éducation à la santé, qui restent insuffisamment prises en compte dans les OMD, constituent un axe d'intervention majeur.

VIH/SIDA, PALUDISME ET AUTRES MALADIES : TOUJOURS D'ACTUALITÉ

De nombreuses études⁴¹ ont montré l'intérêt de l'éducation aux moyens de prévention et aux soins, associée à l'accès aux tests de dépistage, pour lutter contre la pandémie. Au Mali, le VIH/SIDA touche plus de 20% des enseignantes et ce sont ainsi des milliers d'enfants qui risquent de se voir priver d'école. L'éducation est en danger, alors

qu'elle apparait pourtant aujourd'hui comme l'un des remparts les plus efficaces pour limiter la propagation du VIH/SIDA.

En matière de prévention du paludisme chez les enfants de moins de 5 ans (particulièrement vulnérables en raison de la faiblesse de leur système immunitaire), plusieurs études internationales ont montré que les actions de prévention auprès des femmes enceintes, associées à la distribution de moustiquaires imprégnées à l'insecticide (MII) et à un suivi médical régulier des jeunes enfants, donnaient de très bons résultats. L'utilisation de moustiquaires traitées permet à elle seule de réduire la mortalité de 20% et de réduire de 50% l'incidence de la maladie chez les enfants de moins de 5 ans. Associée à un diagnostic et à un traitement précoce, elle permet de réduire de 50% la mortalité liée au paludisme⁴².

Les OMD devraient ainsi favoriser la mise en œuvre de politiques prenant en compte à la fois la pauvreté, la santé maternelle (les femmes enceintes sont plus vulnérables face au paludisme), la mortalité infantile et l'éducation primaire pour tous.

³⁷ *Governance and Social Development Research Centre. Helpdesk Research Report: Humanitarian Impact of the Global Economic Crisis on the Asia/Pacific Region. Birmingham, UK : GSDRC Ed., 2009, p. 2.*

³⁸ *Banque mondiale. Rising Food and Fuel Crisis: Addressing the Risk to Future Generations. Washington, DC : World Bank Ed., 2008. [Human Development Network et Poverty Reduction and Economic Management Network (PREM)].*

³⁹ *FRIEDMAN J. et SCHADY N. How many more infants are likely to die in Africa as a result of the global financial crisis ?, Washington, DC/World Bank Ed., 2009. [Policy Research Working Paper, Development Research Group].*

⁴⁰ *Réunion commune des Conseils d'administration du PNUD/UNFPA, de l'UNICEF et du PAM. Progrès vers les objectifs du Millénaire pour le développement : un bilan. New York : Nations unies Ed., 15 et 18 janvier 2010.*

4 PERMETTRE AUX ENFANTS DU TOGO DE MANGER À L'ÉCOLE

Le programme *Un repas à midi à l'école* consiste à fournir gratuitement le repas de midi à 5 940 écoliers de 32 établissements scolaires au Togo. Initié par l'État togolais en partenariat avec Aide et Action International et avec l'appui financier de la Banque mondiale, ce programme tend à apporter une réponse à la sous-alimentation et à la malnutrition qui touchent les communautés les plus pauvres, particulièrement affectées par la crise des prix des produits alimentaires dans la région des Savanes.

S'il permet d'assurer un repas chaud aux élèves, ce programme propose aussi des actions de suivi, d'appui et de conseil, ainsi que des formations pour les adultes sur le déparasitage et les compléments vitaminiques et nutritionnels. Il contribue ainsi à améliorer la fréquentation et le maintien scolaires dans l'enseignement préscolaire et primaire. Les résultats de ce programme pilote devraient se traduire dans le plan sectoriel de l'éducation nationale, qui comprendra également un programme national d'alimentation en milieu scolaire avec le soutien de l'initiative Fast Track.

La problématique de l'éducation est ainsi étroitement liée à celle de la nutrition: l'alimentation des enfants est une condition nécessaire à la qualité de leur apprentissage. Des programmes comme celui-ci permettent également, par le biais de l'aide alimentaire et nutritionnelle, de contribuer à l'objectif d'éducation primaire pour tous.

DES OBJECTIFS POUR UN DÉVELOPPEMENT MONDIAL

SI LE DÉFI DE CE MILLÉNAIRE reste le développement durable des pays les plus fragiles, il n'en demeure pas moins que les questions environnementales, les changements climatiques et les catastrophes naturelles constituent des enjeux importants à intégrer.

UNE OFFENSIVE EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT

Les questions environnementales constituent aujourd'hui un défi majeur, d'autant qu'elles n'ont pas les mêmes enjeux dans les pays dit développés et dans les pays en développement. Ces pays sont aujourd'hui plus concernés par l'approvisionnement en eau potable, l'installation de systèmes d'assainissement, l'habitat décent, l'hygiène publique et la salubrité. Des questions qui supposent de faire appel à l'éducation, à la formation et au développement. Comment concilier en effet ces aspirations basiques avec la volonté d'atteindre des objectifs globaux mondiaux sans passer par une démarche pédagogique et par la mise en place de conditions favorables à un développement intégré et inclusif ? Près de la moitié des citoyennes et citoyens des pays en développement n'ont toujours pas accès à l'eau potable dans de bonnes conditions sanitaires⁴³, ce qui a nécessairement des conséquences, pour les femmes et les filles notamment qui passent une bonne partie de leur temps à aller chercher de l'eau et ne peuvent ainsi se consacrer pleinement à l'éducation. En outre, l'absence d'équipements sanitaires corrects dans les écoles peut également empêcher les filles de poursuivre leur scolarisation.

Mais quelle intégration concrète des principes et des démarches de développement durable dans les politiques et les programmes au plan national sera possible sans éducation et formation dans ce sens ? Comment inverser la tendance actuelle concernant

la déperdition des ressources naturelles si la sensibilisation, l'information et la communication nécessaires ne sont pas développées ? C'est la raison pour laquelle l'UNESCO est devenu, depuis 2005, le chef de file de la Décennie des Nations unies pour l'éducation au service du développement durable⁴⁴. L'UNESCO favorise ainsi les projets qui visent à doter les citoyennes et citoyens de compétences et de connaissances « qui leur permettront de prendre des décisions éclairées pour eux-mêmes et les autres, aujourd'hui et à l'avenir, et de traduire ces décisions en actes. »

QUELS PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT ?

À l'instar des accords de partenariats économiques (APE), les accords de partenariat pour le développement (APD) généralement matérialisés par les DSRP (Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté) émergent dans un contexte de libre-échange et de libéralisation dans lequel les États ont vu s'accroître la concurrence quant à la réalisation des OMD pour leurs citoyens.

Par exemple, l'Initiative Fast Track (IFT) établit un partenariat mondial entre les pays en développement, les pays donateurs, les organisations de la société civile et les organisations multilatérales. Mise en œuvre dans 35 pays, dont les deux tiers se trouvent sur le continent africain, l'IFT a permis de scolariser 52% d'enfants supplémentaires entre 2002 et 2006, notamment dans les pays les moins avancés (PMA), contre 23% dans les pays qui ne bénéficient pas de l'initiative.

Le rapport 2009 de l'IFT fait cependant état de difficultés récurrentes qui limitent l'efficacité concrète d'un tel partenariat. Le nombre d'enfants scolarisés dans le primaire a augmenté de 19 millions entre 2000 et 2007, 11 pays partenaires ont obtenu la parité des sexes dans l'enseignement

primaire, 17 pays partenaires ont obtenu ou sont en voie d'obtenir des taux d'achèvement d'au moins 95% dans le cycle primaire, alors que l'Albanie, la Géorgie, le Guyana, le Kirghizstan, la Mongolie et le Tadjikistan ont déjà réalisé cet objectif⁴⁵.

Plus globalement, l'APD demeure essentielle pour de nombreux pays, notamment les PMA, afin de financer les secteurs de base. L'aide représente ainsi 9,6% du produit intérieur brut (PIB) de ces pays. L'Afrique est le continent le plus tributaire : pour deux pays sur cinq, le niveau de l'aide dans le revenu national est supérieur à 10%⁴⁶. L'APD se transforme donc souvent en dépendance financière dans des secteurs cruciaux pour le bien-être des populations. Même s'il existe peu d'estimations claires de ce que serait un niveau soutenable d'aide extérieure, au-delà de 25% du PIB, le niveau de dépendance devient trop fort. Or, sur 37 PMA d'Afrique subsaharienne, 25 peuvent encore augmenter la part de l'APD dans leur budget et 11 autres n'ont aucune autre alternative domestique⁴⁷.

Mais, depuis la fin 2008, les pays donateurs sont eux-mêmes pris dans la tourmente de la crise financière et économique internationale. Subissant de sévères restrictions budgétaires, ces pays ont diminué en priorité leur APD. De manière générale, une diminution d'1% du PIB dans un pays donateur entraîne une baisse d'1% de son aide extérieure⁴⁸. Ainsi, en 2010, on estime que l'aide devrait atteindre un total de 110 milliards de dollars US, soit un déficit de financement de 20 milliards de dollars.

⁴¹ UNAIDS. *A Strategic Approach. HIV & AIDS and Education*. Genève : UNAIDS Ed., mai 2009.

⁴² http://www.unicef.org/french/health/index_malaria.html (Page consultée le 15/07/2010).

⁴³ En Tanzanie, en 2006, moins de la moitié (soit 46%) de la population rurale utilise des sources d'eau potable améliorées. UNICEF http://www.unicef.org/french/statistics/index_step2.php (Page consultée le 07/06/2010).

⁴⁴ Cf. <http://www.unesco.org/fr/esd/>

⁴⁵ Fonds catalytique de l'Initiative Fast Track. *Rapport annuel 2009. Préparé par le secrétariat de l'Initiative Fast Track pour la réunion du Comité du fonds catalytique (Rome, 5 novembre 2009), p.2*

5 UN PROJET D'ACCÈS À L'EAU, DE DÉVELOPPEMENT LOCAL ET D'ÉDUCATION ENVIRONNEMENTALE À LA FRONTIÈRE ENTRE HAÏTI ET LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Dans le cadre du projet *Accès à l'eau, développement local et éducation environnementale*, des actions de sensibilisation et de formation ont été mises en place pour permettre aux citoyens de devenir acteurs de leur propre développement, en harmonie avec l'environnement. Le projet encourage la responsabilité individuelle et collective au sein des communautés frontalières par le développement d'initiatives d'éducation environnementale et d'autogestion communautaire. Ces dernières devront favoriser une plus grande disponibilité et une meilleure qualité des ressources naturelles afin d'améliorer les conditions de vie de la communauté, et notamment des jeunes enfants.

Aujourd'hui, des promoteurs de ce projet soutenu par Aide et Action International ont été formés et les membres de la communauté sont incités à utiliser l'eau de manière plus rationnelle. 100% des enfants du cycle primaire ont participé aux activités éducatives consacrées à la conservation des ressources naturelles. 90% de la population a été formé à l'usage et à la conservation de l'eau, ainsi qu'à son administration. 60% des 700 familles concernées par le projet mettent déjà en pratique au moins trois formes d'usage et de conservation de l'eau. Au final, le projet vise une diminution de 80% des maladies causées par la consommation d'eau contaminée.

L'Afrique est la première victime de cette baisse : elle verra les promesses initialement faites par les pays donateurs⁴⁹ se réduire de 18 milliards de dollars en 2010. Dans ce contexte, il apparaît de plus en plus difficile pour les pays en développement d'accélérer les progrès vers la réalisation des OMD.

En outre, des problèmes persistent quant à la qualité de l'aide, notamment en ce qui concerne sa prédictibilité et son alignement sur les priorités des pays récipiendaires. Quelle est en effet l'efficacité de tels partenariats lorsque les États sont dépossédés de leurs pouvoirs de décision, notamment dans les secteurs publics ? Dans l'enquête de suivi de la Déclaration de Paris, réalisée en 2006 par l'OCDE⁵⁰, le manque de coordination des partenariats organisés jusqu'alors pour le développement était déjà évoqué : « *Un non-initié qui se pencherait aujourd'hui sur l'industrie de l'aide publique au développement serait stupéfait : plus de 200 organismes bilatéraux et multilatéraux participent à son acheminement, de nombreux pays comptent plus de 40 donateurs finançant plus de 600 projets mais ils ne sont pas pour autant en bonne voie pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.* »

Alors que de nombreux progrès ont été réalisés grâce à l'APD, notamment dans le secteur de l'éducation⁵¹, sa faible efficacité est de plus en plus montrée du doigt. Par exemple, alors que l'UNESCO estime que 18 millions de nouveaux postes d'enseignants seront nécessaires d'ici à 2015 pour atteindre les objectifs fixés, il semble opportun de s'interroger sur les mécanismes des partenariats d'aide budgétaire pour le développement : « *À long terme, l'appui budgétaire pose tout de même le problème des coûts récurrents des secteurs publics financés par l'appui budgétaire, comme les salaires des fonctionnaires de l'éducation ou de la santé, qui rendent les secteurs sociaux dépendants de l'aide. Or, le but de toute forme d'aide est, à terme, de se retirer.* »⁵² Il faut ajouter que l'aide

budgétaire sans partenariat opérationnel ne peut conduire à une réelle qualité des résultats, et donc à la réalisation simultanée des OMD : en Asie du Sud par exemple, les divers appuis budgétaires ont permis d'augmenter le nombre de contrats pour les enseignants, mais un grand nombre d'entre eux étaient peu qualifiés, mal payés et occupaient des emplois très précaires. Des questions sur la qualité de l'aide subsistent donc et il est regrettable que des sujets comme la prédictibilité de l'aide ou l'alignement des bailleurs sur les priorités des pays ne soient pas évoquées lorsque l'on parle des OMD.

CONCLUSION

Tels qu'ils sont présentés à l'heure actuelle, si les OMD poussent les États à oeuvrer dans le sens d'un développement durable, il convient de noter que les approches et les démarches utilisées sont discutables. En effet, les indicateurs proposés dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement sont tout à fait éloignés des situations susceptibles de fournir de bonnes indications concernant l'amélioration concrète des conditions de vie des populations, notamment parce que les éléments recherchés relèvent plus de mesures macro économiques quantifiées en taux de croissance que de qualité de vie à l'échelle locale. Les citoyennes et les citoyens semblent encore trop écartés des efforts fournis dans ce sens.

Enfin, les indicateurs supposés mesurer les résultats sont insuffisants et, dans de nombreux cas, on peut leur reprocher d'être trop restrictifs sur des cibles chiffrées, alors que c'est la qualité des programmes d'action pour les OMD qui est souvent remise en cause.

- ⁴⁶ *Alternatives internationales. L'état de la mondialisation 2010, Alternatives économiques, Hors-série n°7, décembre 2009, p. 86. Ces pays sont : le Burkina Faso, le Burundi, le Cap-Vert, la Centrafrique, la République démocratique du Congo, Djibouti, l'Erythrée, l'Éthiopie, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Libéria, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Niger, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, la Tanzanie et la Zambie.*
- ⁴⁷ *Education for All Global Monitoring Report 2010. Reaching the marginalized, op. cit.*
- ⁴⁸ *À titre d'exemple, la crise bancaire de 1991 dans les pays nordiques a provoqué une baisse des budgets de l'aide extérieure de 10% en Norvège, de 17% en Suède et jusqu'à 62% en Finlande.*
- ⁴⁹ *Education for All Global Monitoring Report 2010. Reaching the marginalized, op. cit.*
- ⁵⁰ *OECD, Efficacité de l'aide. Enquête sur le suivi de la Déclaration de Paris. Synthèse des résultats. Paris : OCDE Ed., 2007, p. 9.*
- ⁵¹ *Au Cambodge, au Ghana, au Kenya ou encore en Tanzanie, les frais de scolarité dans l'enseignement primaire ont pu être supprimés grâce à l'aide. Entre 2000 et 2009, le nombre d'enfants non scolarisés en Tanzanie est ainsi passé de trois millions à 150 000. Au Kenya, la suppression des frais de scolarité a permis un afflux de 1,3 million de nouveaux élèves. L'APD a également permis dans ce pays d'améliorer les infrastructures de base et d'acheter les fournitures et matériels nécessaires pour ces nouveaux élèves.*
- ⁵² *SEBBAN F. Efficacité de l'aide, à chacun sa méthode. Altermondes, n°15, septembre 2008.*





Et d'ici 2015 ?

« Les OMD sont réalisables lorsque les politiques publiques des pays sont soutenues par les partenaires internationaux. »

Ban Ki-moon, secrétaire général des Nations unies, juin 2010.

COMMENT AGIR EFFICACEMENT POUR ACCÉLÉRER ET TENIR NOS ENGAGEMENTS ?

Mal connus des citoyens des pays en développement, donnant lieu à des politiques nationales peu inclusives, critiqués sur leur pertinence, les objectifs du Millénaire pour le développement offrent un bilan pour le moins mitigé.

Comment alors retrouver le chemin de politiques qui permettront une large participation de tous les citoyens à un développement qui les concerne en premier lieu ? Cette dernière partie donne la parole, une fois n'est pas coutume, aux experts et spécialistes des politiques sociales dans les pays en développement dans lesquels Aide et Action International a enquêté, en mettant l'accent sur le rôle central de l'éducation pour le développement.

DES PISTES POUR LA RÉFLEXION ET L'ACTION

CERTES, DES DÉFIS MAJEURS liés principalement à la crise économique et financière existent et de toute évidence, ils prennent le pas sur des problématiques autrement importantes et qui touchent directement des aspects plutôt sociaux et culturels. Cependant, sans une prise en compte effective et efficace, ces problématiques peuvent constituer des écueils ou des facteurs de ralentissement des progrès de développement.

DES QUESTIONS EN SUSPENS

La promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes a marqué cette période où l'on a notamment beaucoup évoqué les droits des femmes, mais la question des violences faites aux

filles et aux femmes et les problèmes du harcèlement et de l'exploitation sexuelle des filles et des femmes sont encore peu abordés.

En matière de santé, la vaccination reste l'élément déterminant dans la lutte contre la mortalité infantile, mais il ne semble pas y avoir eu de changement spécifique dans les pratiques. De la même façon, en ce qui concerne la santé maternelle, il n'y a pas d'actions vraiment significatives, même si la santé de la mère et de l'enfant constituent désormais un domaine de prévention bien particulier. Dans la lutte contre les maladies, il y a eu une période où la sensibilisation au VIH/SIDA a été très forte, mais la vigilance tend actuellement à se relâcher.

Dans le domaine de la préservation et de la gestion de l'environnement, il ne semble pas y avoir de changements majeurs dans les politiques qui ont été définies depuis les années 1990. En revanche, sur ce sujet, le fossé entre les aspirations et les préoccupations des pays dits développés et celles des pays en développement s'est davantage creusé, comme cela a pu être observé lors du Sommet de Copenhague en décembre 2009.

La forte demande éducative, à laquelle les États ne peuvent pas toujours apporter de réponse satisfaisante, suscite de plus en plus souvent l'émergence de solutions communautaires, reconnues de fait. Malgré les difficultés que rencontrent les familles, l'éducation est toujours considérée comme primordiale par la très grande majorité des

personnes interrogées lors des enquêtes réalisées par Aide et Action International.

Pour le Dr Rakotozafy Harison, chef du département Éducation et Formation d'adultes à l'université de Fianarantsoa, à Madagascar, il faut créer des passerelles permettant tout à la fois d'utiliser et de valoriser les initiatives susceptibles d'améliorer l'éducation des enfants et des adultes.

« L'éducation inclusive et l'alphabétisation des jeunes et des adultes figurent parmi les grands combats à mener. La politique ressemble parfois à celle de l'arche de Noé : ceux qui sont à l'intérieur du système formel sont les élus, et ceux qui sont en dehors sont peu considérés, même si l'on reconnaît leur existence. À cela, il y a plusieurs raisons que l'on peut avancer, dont la principale est le manque de ressources financières. Mais il y a aussi la méconnaissance globale des effets induits sur la société par l'existence des exclus du système et de leurs conséquences. Par exemple, à Madagascar, les décideurs politiques et les acteurs luttent pratiquement depuis l'Indépendance pour l'élimination de l'analphabétisme et, jusqu'à maintenant, nous comptons encore 50% d'adultes analphabètes fonctionnels. Une réforme de l'éducation tendant à transformer littéralement l'éducation fut initiée il y a deux ans, mais actuellement on ne sait pas trop ce que les changements actuels produiront sur la réforme. Les points faibles du système sont les suivants : l'exclusion scolaire : le pays compte 10% d'enfants en âge d'être scolarisés qui ne le sont pas⁵³ ; les abandons scolaires : 47% des élèves n'achèvent pas le cycle complet d'études primaires et abandonnent précocement l'école ; les offres logistiques et pédagogiques ne sont pas appropriées pour une scolarisation universelle : les nouvelles et anciennes infrastructures, les matériels pédagogiques ne considèrent pas les personnes en situation de handicap, les mobiliers de classe sont catastrophiquement insuffisants (surtout en milieu rural), et les zones enclavées restent écartées de toutes formes d'aide et, au mieux, reçoivent très tardivement le peu d'aide obtenue. »

⁵³ Statistique du ministère de l'Éducation nationale, 2007.

6 UN PROJET D'ÉDUCATION ET DE DÉVELOPPEMENT GRÂCE À UN PARTENARIAT MULTI ACTEURS

En Inde, le projet *ILead* (Institute for Livelihood Education and Development) initié par Aide et Action International, est un exemple de la capacité d'innovation des acteurs pour la mise en place de partenariats diversifiés en faveur du développement. Ce projet, qui prévoit la création de centres de formation professionnelle pour 5 400 candidats par an dans des domaines divers (esthétique, automobile, électricité, etc.), constitue une interface régulière entre le marché local de l'emploi, les industriels et les employeurs potentiels. Il permet de développer les cours, la méthodologie de formation, les stages et la construction de connexions pré et post formation.

Ce type d'initiative illustre bien l'utilité des partenariats en faveur du développement qui, plus que l'assistanat ou les simples partenariats économiques, permettent aux populations d'acquérir une réelle autonomie par la voie de la formation et, à terme, d'accéder à des emplois sûrs et bien rémunérés ou de créer leur propre structure ou activité génératrice de revenus.

En outre, cette forme de partenariat permet aux entreprises, d'une part, de s'investir dans le financement du développement local et de pouvoir bénéficier d'une main d'oeuvre qualifiée, et aux ONG, d'autre part, de proposer des normes de qualité plus élevées. Enfin, il permet également à l'État de répondre à la demande d'emploi et de qualifications des citoyens indiens en associant toutes les potentialités au plan national.



© AIDE ET ACTION INTERNATIONAL

DES ATOUTS INDÉNIABLES MAIS DES CONTRAINTES STRUCTURELLES FORTES

L'insuffisance de ressources humaines qualifiées, la faiblesse des ressources financières et la difficulté de mobiliser des fonds restent des problèmes majeurs. De même, la corruption et la mauvaise gestion des investissements gangrènent le processus de réalisation des OMD. Pour l'éducation, la principale faiblesse est que l'objectif d'éducation primaire pour tous se concentre beaucoup sur l'accès à l'éducation mais néglige la qualité des apprentissages.

Suleiman Sumra, directeur de la fondation UWEZA en Tanzanie, revient sur toutes les contraintes qui gênent la réalisation de l'éducation primaire pour tous :

« L'objectif global de l'éducation pour tous en 2015 n'est pas réaliste pour de nombreux pays en développement. La pauvreté persistante dans les pays empêche les enfants d'accéder à l'éducation à cause de diverses contraintes. Tout d'abord, les contraintes budgétaires : le budget alloué à l'éducation est déjà important, mais l'accroissement démographique de presque 3% par an et qui concerne surtout le public scolarisable ne permet pas de faire face à la demande d'éducation sans un appui solide de la communauté internationale. Ensuite, nous avons des contraintes structurelles : l'enseignement n'est obligatoire que sur le papier et, jusqu'à maintenant, il n'y a pas encore vraiment de texte pénalisant les parents qui n'envoient pas leurs enfants à l'école. Or, c'est le coût d'opportunité de l'éducation lui-même qui est négatif chez certains parents et ceux-ci estiment qu'il est économiquement plus rentable pour eux et pour leurs enfants de ne pas aller à l'école. Nous devons aussi faire face à des contraintes en termes de ressources humaines : les enseignants de la première génération qui ont bénéficié d'un certain niveau de formation partent en retraite. À leur place, les nouveaux enseignants sont en général mal formés et peu motivés. L'école doit alors faire face à des

problèmes de qualité qui se répercutent sur son fonctionnement. Enfin, il y a les contraintes politiques : des doutes persistent encore sur l'existence d'une volonté politique réelle afin d'atteindre la scolarisation universelle. Bien sûr, le langage politique depuis toujours n'a pas évolué, mais le développement de la scolarité est parfois considéré comme synonyme de plus d'école, de plus de formation d'enseignants, etc. On a surtout soigné l'offre, comme on le fait depuis toujours, mais on ne soigne pas beaucoup la demande. Les efforts engagés sont souvent orientés vers des mesures d'accompagnement et touchent rarement les problèmes de fond des réformes souhaitées. Le contenu des programmes scolaires est faiblement amélioré par rapport aux besoins socio-économiques du pays, constituant ainsi un facteur de démotivation important. Pour beaucoup de raisons (pauvreté, enclavement géographique, considérations culturelles), le droit à l'éducation reste un luxe non prioritaire pour la majorité de la population, particulièrement chez les groupes sociaux vulnérables. »

Il est vrai que, dans la plupart des pays, des réformes et des innovations ont été introduites dans le système éducatif en matière d'environnement, d'amélioration de l'accès et du maintien des filles à l'école et d'augmentation de l'accès des enfants en situation de handicap aux structures éducatives et de formation, etc. La quasi totalité des pays ont élaboré des plans d'actions pour atteindre les OMD. Parfois, des programmes sectoriels ont été définis et mis en œuvre afin d'accélérer la réalisation de certaines étapes spécifiques.

Ainsi, concernant l'éducation, des efforts ont été faits dans presque tous les pays pour renforcer l'accès et accroître la scolarisation afin de parvenir à l'objectif de l'éducation primaire pour tous. En Tanzanie par exemple, la rénovation de l'enseignement primaire a été détaillée dans le Plan de développement principal de l'éducation (PEDP) qui prévoit notamment :

- Abolition des frais de scolarité : ils avaient toujours été un obstacle pour les enfants issus de familles pauvres. Cette étape est cruciale pour assurer l'accès à l'école des enfants de communautés marginalisées.

- Flux de trésorerie directe aux écoles : les écoles primaires ont reçu pour la première fois des subventions en espèces pour répondre aux frais de fonctionnement de l'école, y compris pour l'achat des manuels scolaires.

- Rôle accru des comités d'école : chargés de s'assurer que les fonds scolaires ont bien été utilisés aux fins pour lesquelles ils ont été attribués (achat de matériel et construction), permettant une meilleure implication des parents dans l'école.

- Amélioration de la transparence et de la responsabilisation : les écoles ont été requises pour faire des transactions financières à la disposition de tous. Elles sont tenues d'afficher le montant reçu et la façon dont il a été utilisé sur les panneaux d'affichage de l'école.

Ces mesures ont été de nature à faire progresser l'accès à l'éducation mais également la qualité.

DES CONTENUS ET DES CURRICULA ADAPTÉS

La réalisation des OMD suppose également la mise en place de formes d'apprentissage adaptées. En ce qui concerne l'éducation primaire pour tous, ce besoin se fait sentir dans tous les pays où Aide et Action International a mené les enquêtes. Des initiatives liées à la diversification, aux innovations et aux alternatives éducatives ont vu le jour, sans oublier les retours à la source comme les *Back to Basics* (B2B) initiés en Inde, qui commencent à essaimer dans d'autres pays, tels que la Tanzanie.

7 UN PROJET QUI ALLIE ÉDUCATION ET SANTÉ INFANTILE AU CAMBODGE

Depuis mars 2009, Aide et Action International intervient dans les districts de Boribor et Tek Pos, au Cambodge, pour la mise en place du projet *Éducation parentale intégrée dans le programme préscolaire de la province de Kampong Chhnang, Cambodge*. Destiné à renforcer l'information des parents sur les soins nécessaires à apporter aux nourrissons et aux jeunes enfants, ce projet vise à permettre la mise en place d'attitudes et de comportements adaptés (des parents et des autres acteurs) pour le bon développement des enfants et de leur éducation.

Soutenir les parents – notamment les mères – les plus pauvres pour assurer la santé des jeunes enfants et diminuer les taux de mortalité infantile : telle est l'ambition de ce projet. Impliquant divers membres de la communauté (chef de village, enseignants, parents, etc.), les actions proposées visent à prévenir durablement les risques sanitaires et à éduquer les parents en matière de santé pour leurs jeunes enfants.



© OLIVIER HARRASSOWSKI

Ainsi depuis 2000, le ministère de l'Éducation vietnamien a réformé son programme d'enseignement secondaire et réédité ses manuels de la 1^{re} à 12^e année à l'échelle nationale.

La nouvelle méthodologie d'enseignement est centrée sur l'élève et sur l'apprentissage avec une priorité sur l'utilisation de l'informatique ; enfin, la classification des enseignants est désormais fixée sur les bases de leur niveau d'éducation. Le pays entend poursuivre ses efforts et atteindre des objectifs encore plus élevés, définis dans sa stratégie éducative 2010-2020.

Mme Huynh Thi Kim Thuan, chef du département des affaires étrangères à l'Institut vietnamien des sciences de l'éducation explique : « Concrètement, nous avons 77 groupes dont le travail est d'assurer la qualité de l'enseignement dans les collèges et les universités. L'éducation et les soins de la petite enfance sont des questions qui intéressent le plus le gouvernement. En dépit du budget limité pour le développement et les besoins du secteur, l'éducation préscolaire, pour les enfants de moins de 5 ans, devient progressivement une réalité. En outre, dans le cadre de la stratégie 2010-2020, 95% des enfants de moins de 5 ans iront à l'éducation préscolaire pour préparer leur enseignement primaire. En 2020, tous les enfants iront à l'enseignement préscolaire et découvriront le nouveau curriculum. Le nombre d'enfants souffrant de malnutrition dans les écoles maternelles diminuera à moins de 10%. En matière de scolarisation primaire, toutes les villes et provinces du pays ont réussi à atteindre des taux d'alphabétisation de 100% et l'éducation primaire universelle. En 2020, 99% des enfants en âge d'être scolarisés dans le secondaire iront à l'école, et une attention particulière sera portée aux enfants des minorités. L'éducation inclusive intégrée sera active à tous les niveaux de l'enseignement, et 70% des enfants en situation de handicap pourront aller à l'école d'ici 2020. L'objectif est, d'ici à 2020, que

tous les enfants puissent apprendre tous les jours à l'école et que les élèves de troisième année puissent apprendre l'anglais. Le taux d'alphabétisation des plus de 15 ans est de 94% et les enfants passent en moyenne presque 10 années à l'école. Le Vietnam a par ailleurs atteint l'égalité entre les sexes dans l'éducation de base. Ces dernières années, une plus grande attention a été portée à la qualité de l'éducation (gestion et formation de nombreux services, tests pédagogiques, etc.) qui continue d'être améliorée. »

LE RÔLE ESSENTIEL DE L'ÉDUCATION

L'ÉDUCATION RESTE PRIORITAIRE ET PRIMORDIALE. Sa capacité à changer le monde n'est plus à démontrer. Cependant, les droits sociaux, politiques, environnementaux et économiques ainsi que la justice sociale, la paix et la sécurité sont également des leviers fondamentaux du développement.

DES POLITIQUES ET STRATÉGIES CONCERTÉES

Certains OMD ont visiblement progressé, mais il faut intégrer davantage de dimensions qualitatives pour inciter les gouvernements à améliorer les conditions de vie des populations. Une plus grande responsabilité des gouvernements à l'égard des citoyens doit être encouragée en ce sens.

Il ressort des entretiens conduits par Aide et Action International que l'éducation à elle seule ne peut pas enrayer la pauvreté et la faim dans le monde sans l'appui de politiques et de stratégies concertées. Dans le monde actuel, la vie de chacun ne dépend plus seulement de ses propres efforts : l'environnement constitue un élément incontournable. L'important est donc de saisir les opportunités qu'il offre pour lutter contre la pauvreté et la faim.

L'éducation est un relais qui permet aux enfants de changer leur avenir et celui de leur famille, et ainsi de s'intégrer socialement. Un enfant bien éduqué acquiert des compétences clés, à la fois théoriques et pratiques, et connaît ses droits. Il pourra travailler, gagner sa vie et faire partie des forces vives qui contribuent au développement de son pays.

L'éducation reste donc le moteur du développement dans les pays en voie de développement. Une population alphabétisée est une population capable de prendre son avenir en main, notamment en matière d'environnement et de santé.

AMÉLIORER LA PARTICIPATION CITOYENNE

Globalement, les intervenants ont constaté des évolutions dans les décisions et dans les actions politiques et institutionnelles au cours des dix dernières années. Les efforts consentis par les États, dans les domaines de l'éducation et de la santé notamment, ont apporté quelques résultats positifs pour les populations autrefois en marge des politiques sociales. Mais certains aspects en matière de pauvreté, de santé, de partenariats et de scolarisation restent toujours à améliorer alors que se rapproche l'échéance fixée pour la réalisation des OMD.

Il faut encourager la mobilisation de tous les acteurs pour obtenir de meilleurs résultats : il s'agit là d'une direction majeure pour le développement. C'est ainsi que l'on parviendra à mettre en cohérence les politiques d'appui et d'aide, et à mieux organiser l'articulation entre les différents secteurs (santé, éducation, habitat décent, etc.).

L'enseignement apporté par les résultats de nos enquêtes est que ces priorités seront plus pertinentes si l'on associe plus étroitement les populations à leur définition. Les politiques pérennes sont tout d'abord inclusives. Elles fixent



« On ne construit pas avec les gens. Or l'éducation et la démocratie devraient être une construction commune. »

des objectifs quantitatifs définis dans le temps, alors que la demande des citoyens est de favoriser à la fois l'accessibilité aux services et la qualité offerte par ces services.

Les enquêtes menées par Aide et Action International révèlent que les politiques publiques sont plus efficaces lorsqu'elles sont à l'écoute des citoyens. L'accent doit donc être mis sur des stratégies de communication endogènes afin de mobiliser plus largement les citoyens dans la réalisation des OMD, mais aussi afin de leur permettre de tirer les enseignements de cette expérience et d'améliorer encore leur efficacité dans les futures actions de développement.

Le Dr Rakotozafy Harison, chef du département Éducation et Formation d'adultes à l'université de Fianarantsoa, à Madagascar, ajoute : « *Le premier problème des OMD, c'est qu'ils ne sont pas assez vulgarisés. Souvent, les responsables de projet les connaissent pour justifier leurs demandes de projet ou autres, mais sans plus. Il faudrait donc commencer par faire une vaste campagne d'information et de sensibilisation sur l'opportunité de ces OMD. Dans un monde plus ou moins guidé par le fatalisme comme le nôtre, il faut aussi développer l'argumentaire de l'action : quelque chose peut être fait car même les responsables politiques de ces États ne sont peut-être pas convaincus du bien-fondé de ces OMD, mais ils s'y rangent car ils ne peuvent pas faire autrement à cause de la pression mondiale. Je pense donc que le manque de partage et d'appropriation constitue la première faiblesse des OMD. L'autre faiblesse se situe sur le flou de l'impact économique de l'atteinte de ces OMD (à part peut être les maladies et le SIDA). Dans un monde de plus en plus dominé par l'économie et la rentabilité à très court terme, il est parfois difficile de prêcher et convaincre sur du social. Même les gouvernements pressés par des résultats immédiats et l'opinion publique ne voient pas toujours le développement de l'école comme priori-*

taire par rapport à d'autres activités plus prolifiques. Car l'autre faiblesse, c'est que les investissements éducatifs se font sur le long terme, tandis que la durée de vie des politiques est à court terme, ce qui fait que les politiques d'éducation ne sont pas souvent prioritaires de fait, mais servent souvent de discours de propagande. La dernière faiblesse vient des objectifs trop ambitieux par rapport à l'environnement et les moyens : on ne peut honnêtement atteindre l'éducation primaire pour tous tant que beaucoup de parents ne sont pas entièrement convaincus de l'apport positif de l'école, et cette campagne des parents fait un peu défaut dans ces OMD. »

DEUX CONDITIONS SINE QUA NON POUR LA RÉALISATION DES OMD

DEVENUES DES URGENCES IMPARABLES, l'exigence de participation citoyenne dans la définition et la mise en œuvre des politiques et le respect des droits humains font de plus en plus l'objet d'appels et de plaidoyers insistants de la part de divers dirigeants d'organismes de développement.

DÉMOCRATISER LES PROCESSUS D'ÉLABORATION DES POLITIQUES

L'atout majeur des OMD résiderait dans le fait de faire travailler ensemble la communauté internationale et les acteurs de développement sur l'enjeu fondamental que constitue la lutte contre la pauvreté.

Seule une complète mobilisation permettra d'agir efficacement sur les obstacles au développement. Par exemple, alors que les femmes représentent la moitié de la population mondiale, l'objectif qui concerne l'égalité des sexes se réduit à la simple dialectique de la disparité des genres, et ce malgré les discriminations dont les femmes sont victimes en matière d'accès à l'emploi, de salaire ou de participation citoyenne. L'objectif de l'éducation primaire pour tous,

quant à lui, prévoit une scolarisation primaire complète sans évoquer la notion d'égalité des chances pour toutes et tous, alors que de nombreux enfants continuent d'être exclus de l'éducation en raison même de ces différences⁵⁴. Cette situation génère des inégalités qui entretiennent à leur tour le cycle de la pauvreté pour les populations déjà en difficulté ; elle reflète également l'absence de mesures prenant en compte les besoins spécifiques de ces populations. Loin des voix citoyennes, les OMD ont occulté les principes démocratiques qui auraient permis d'intégrer le point de vue des citoyens et d'agir en faveur de l'amélioration des conditions de vie des plus vulnérables.

Pourtant, selon Amartya Sen⁵⁵, l'un des droits qui constituent la démocratie est celui de la participation sociale et politique des citoyens, y compris des plus vulnérables. Cette participation leur permet d'être informés de leurs droits, de faire entendre leurs besoins et de statuer sur les choix permettant de créer de meilleures conditions de vie pour chacun. « *On ne construit pas avec les gens. Or l'éducation et la démocratie devraient être une construction commune* », souligne Joséphine Ouedraogo, secrétaire exécutive d'Enda Tiers Monde⁵⁶.

Aussi, bien que les Nations unies traitent seulement avec les États, le débat sur les politiques de développement ne devrait pas se limiter aux seuls « experts », mais s'ouvrir davantage aux citoyennes et aux citoyens. Ce débat gagnerait à devenir plus démocratique et à se pratiquer dans un espace de délibération où pourrait s'exprimer une population consciente de ses droits et de ses devoirs. C'est grâce à cette co-construction que les politiques de développement deviendraient équitables, efficaces et adaptées. La participation éclairée des populations dans les politiques de développement qui les concernent est le seul moyen de prendre en compte les enjeux individuels et collectifs, indissociables d'une amélioration des conditions de vie.

⁵⁴ *Education for All Global Monitoring Report 2010. Reaching the marginalized. Op. cit. De nombreux facteurs d'exclusion peuvent être relevés. La zone d'habitation, le sexe, le niveau de revenu, le statut social ou encore la langue sont susceptibles d'impacter négativement l'accès et le maintien des enfants à l'école. Au Nigeria par exemple, 97% des jeunes filles pauvres parlant le hawsa sont scolarisées durant moins de 2 ans.*

⁵⁵ SEN A. *Inequality Re-examined*. Oxford : University Press, 1992.

⁵⁶ "FSM 2011 au Sénégal. L'Afrique de la base doit être présente". *Le Courrier*, 8 février 2010. Propos recueillis par Sergio Ferrarri.

⁵⁷ ANNAN K. *Dans une liberté plus grande. Développement, sécurité et droits de l'Homme pour tous*. New York : Nations unies Ed., 2005.



Les politiques de développement doivent donc tout particulièrement tendre vers l'équité dans les réponses qu'elles proposent aux citoyennes et citoyens dans le cadre des objectifs fixés. Elles doivent veiller à ne pas être un processus politique privilégiant le rapport de force et entretenant ainsi les inégalités. Or, comme le montrent les résultats présentés dans ce rapport, les lignes directrices qui orientent l'élaboration des politiques des États sont aujourd'hui peu connues des populations. Il y a donc lieu de les vulgariser et de démocratiser les processus qui conduisent à leur mise en œuvre dans les pays, c'est-à-dire l'élaboration des politiques nationales. C'est à ce titre, entre autres, que la question des droits humains prend tout son sens : elle permet à toute personne d'exercer son droit de participation et d'expression.

RENDRE LES DROITS HUMAINS INCONTOURNABLES

Le respect des droits humains est une condition essentielle de la réalisation des OMD. En adoptant la Déclaration du Millénaire, les pays du monde se sont engagés à mettre en œuvre des politiques nationales destinées à permettre la réalisation de ces objectifs. Ils se sont engagés à combattre la faim, la pauvreté, la dégradation de l'environnement, et à promouvoir la santé et l'éducation. Le respect des droits fondamentaux des femmes et des filles, celui des droits des enfants et des droits en rapport avec la santé et le travail des citoyennes et des citoyens devraient ainsi devenir les objectifs à atteindre dans chacun des pays signataires.

Dans son rapport *Dans une liberté plus grande. Développement, sécurité et droits de l'Homme pour tous*⁵⁷, publié en 2005, Koffi Annan avait souligné le fait qu'aucun effort de développement ne pouvait aboutir s'il n'était pas solidement ancré dans le respect de la dignité humaine. Il affirmait également que « *sans un respect des droits humains, il n'y a pas de paix ni de développement possibles.* »

Pourtant, les OMD évoquent peu les conditions de travail, la protection sociale, les droits reproductifs et sexuels, etc. Plus généralement, ils parlent peu des droits humains, dont les violations constituent une cause structurelle de la pauvreté des citoyens. Ils ne mentionnent pas l'importance de s'occuper des plus pauvres afin d'assurer le droit au développement pour tous. Ils n'exigent pas des États de lutter contre ces discriminations dont une grande partie de la population mondiale est aujourd'hui victime. L'objectif d'un partenariat pour le développement, qui engage les pays industrialisés, est par ailleurs le seul qui ne soit pas quantifié : il ne se traduit donc pas par des obligations concrètes.

Les évolutions liées aux exigences d'une meilleure prise en considération des droits humains ont donné de l'importance aux thèmes majeurs que sont l'éducation et la santé. Constitutifs des droits humains, le droit à l'éducation et le droit à la santé incarnent aujourd'hui les aspirations de l'ensemble des populations. Il nous appartient d'agir aujourd'hui pour que cette demande ne reste pas sans réponse.

CONCLUSION

A moins d'un électrochoc décisif, les OMD ne seront pas atteints en 2015. Cependant des stimulants pertinents peuvent être utilisés pour constituer des niches et des leviers déclencheurs : l'éducation, la participation citoyenne, la démocratie et le respect des droits humains. A ces éléments devrait s'ajouter une réforme de l'aide publique au développement. En effet, dans un contexte où les dispositifs traditionnels de financement et de coopération ont atteint leurs limites, la création d'alternatives et de conditions de financements innovants s'imposent de plus en plus. C'est à ces conditions, qu'il est encore possible de cultiver l'espoir d'une réalisation des OMD.

PERSPECTIVES...

Les objectifs du Millénaire pour le développement, s'ils présentent une véritable ambition d'épanouissement et de mieux être pour les populations, ne proposent pas encore suffisamment d'indicateurs concrets pour mesurer certains aspects des conditions de vie des citoyennes et des citoyens. Selon les données recueillies par Aide et Action International, il semble que les citoyens et citoyennes à travers le monde aspirent à la reconnaissance de leurs droits. Or, les OMD n'ont aucun volet concernant la démocratie et la bonne gouvernance.

« *Les OMD sont réalisables lorsque les politiques publiques des pays sont soutenues par les partenaires internationaux* », affirmait en juin dernier le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, qui appelle à un sursaut mondial afin de tenir les promesses faites en 2000.

« *L'amélioration de la vie des pauvres est intolérablement lente, même s'il y a eu quelques victoires, le changement climatique, la crise alimentaire et économique ont sapé les progrès* », déplorait-il en préambule d'un rapport publié en juin dernier sur les moyens d'atteindre les OMD d'ici à 2015. « *Des milliards de personnes observent la communauté internationale dans la réalisation de cette vision formidable portée par les objectifs du Millénaire pour le développement* », ajoutait-il.

Cependant, il faut rappeler qu'un développement réussi pose les bases que constituent la gouvernance démocratique, la primauté du droit, le respect des droits de l'Homme, la paix et la sécurité. Si ces

principes sont aujourd'hui évoqués par tous, ils ne sont encore que rarement mis en application dans les pays. C'est aussi l'un des défis de ce millénaire pour les pays en développement.

Les impacts de la crise économique mondiale, s'ajoutant aux effets des précédentes crises alimentaire et énergétique, viennent peser sur les politiques sociales existantes, notamment sur les politiques en faveur de l'éducation et de la santé maternelle et infantile. C'est pourquoi il faut développer des systèmes de protection sociale permettant de protéger les populations les plus vulnérables, notamment les enfants.

Les témoignages recueillis au cours de nos enquêtes montrent également la nécessité de conduire des politiques plus inclusives et participatives. Les progrès réalisés grâce aux OMD doivent se traduire par des engagements communautaires et partenariaux pour la lutte contre la pauvreté : il est utile de favoriser de meilleurs processus démocratiques dans la définition des politiques publiques. C'est de cette manière que les politiques de développement durable peuvent tendre vers une meilleure équité dans la réponse apportée aux besoins des citoyennes et des citoyens.

Promouvoir les OMD en privilégiant l'approche des droits humains est devenue une nécessité, plus encore dans un contexte où les violations des droits humains restent un facteur structurel de la pauvreté. Il convient d'insister sur les conditions de vie des

populations afin de lutter contre les discriminations et contre toutes les formes d'exclusion. Parallèlement, les catégories socioéconomiques les plus vulnérables doivent devenir une priorité ; la réalisation des OMD doit aussi permettre une meilleure prise en compte des plus pauvres.

L'éducation des filles et des femmes doit faire l'objet d'une plus grande attention de la part de la communauté internationale. La fragilité des stratégies développées pour la réalisation des OMD dans ce domaine révèle une mauvaise prise en compte de la transversalité de l'intégration du genre, seul gage de réussite de cet objectif.

Les planifications effectuées dans le cadre des OMD suscitent des interrogations qui amènent à croire que les experts sont victimes de leurs propres succès. Par exemple, l'école a été identifiée comme seul moyen de réaliser l'éducation primaire universelle alors que le milieu social et économique joue un rôle prépondérant. Il y a donc nécessité à travailler davantage sur la finalité de l'éducation dans chaque pays.

On s'interroge de plus en plus sur un système qui a montré ses faiblesses et n'a pas encore réussi à démocratiser l'éducation. Les enseignements sont pointés du doigt et, pour certains, l'environnement apporte plus à l'éducation que l'école. Il est donc temps de repenser et de changer complètement le système scolaire et de libérer l'école.

Aussi, cette déconstruction du système actuel de l'école, devra certainement intégrer les outils de notre société moderne tels que les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC). En effet, de plus en plus les contenus numériques, les cours à distance et autres supports numériques interactifs sont évoqués dans le cadre des apprentissages aussi bien pour la formation des enseignants que pour les cours et également l'alphabétisation.

L'augmentation de la population entraîne la présence d'un plus grand nombre d'élèves, tandis que le nombre d'enseignants n'augmente pas en proportion. C'est tout l'enjeu de l'échéance de 2015. Comment recruter les enseignants dont la présence est nécessaire pour répondre à l'arrivée massive de ces nouveaux élèves ? Doit-on garder des modes de fonctionnement qui ont montré leurs limites ou aider les universités locales à se développer et à conserver les compétences ?

Le succès des OMD passera par une meilleure prise en compte de l'éducation. La réalisation de chacun des sept autres objectifs sera favorisée par la mise en place d'une éducation de qualité pour tous, conforme aux attentes et aux besoins des populations. L'éducation n'est pas seulement un objectif : c'est une manière de changer le monde en donnant aux citoyennes et citoyens la place qui leur revient.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

SOURCES GÉNÉRALES

- ALMAZAN KHAN M. L., CONFINTEA. *EPT et OMD : bilan des promesses et des réalisations jusqu'à ce jour. Education des adultes et développement*, 73/2009.
- ANNAN K. *Dans une liberté plus grande. Développement, sécurité et droits de l'Homme pour tous*. New York : Nations unies Ed., 2005.
- Commission européenne. *Les OMD peuvent-ils éradiquer définitivement la pauvreté ?*, Journées européennes du développement, Stockholm, 22-24 octobre 2009.
- Food and Agriculture Organization. *Soaring Food Prices: Facts, Perspectives, Impacts and Actions Required*. Document de référence préparé pour la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire, Rome 3-5 juin 2008.
- UNESCO. *Education for All Global Monitoring Report 2009. Overcoming Inequality: why Governance matters*. Paris : UNESCO Ed., 2009.
- UNESCO. *Education for All Global Monitoring Report 2010. Reaching the Marginalized*. Paris : UNESCO Ed./Oxford University Press, 2010.
- Nations unies. *Nous les peuples. Le rôle des Nations unies au XXIème siècle*. Rapport du Secrétaire général de l'ONU, New York : Nations unies Ed., 2000.
- Nations unies. *Objectifs du Millénaire pour le développement*. Rapport 2009. New York : Nations unies Ed., 2009.
- Nations unies. *World Economic Situation and Prospects 2009*. New York : Nations unies Ed., 2009.
- Nations unies. Conseil Économique et Social, FEM,1727, Commission de la condition de la femme, Cinquante troisième session, 15^e séance-matin, 12/03/2009.
- Nations unies. *Rapport 2008 sur les objectifs du Millénaire pour le développement*. New York : Nations unies Ed., 2009.
- Nations unies. *Rapport 2009 sur les objectifs du Millénaire pour le développement*. New York : Nations unies Ed., 2010.
- SEN A. *Inequality Re-examined*. Oxford : University Press, 1992.

POUR EN SAVOIR PLUS PAR RÉGION ET/OU PAR PAYS

- République du Sénégal. *Rapport de suivi des objectifs du Millénaire pour le développement*. Dakar, avril 2010.
- Rapport du Forum civil sur l'éducation. *Gouvernance et Transparence dans le secteur de l'éducation primaire au Sénégal*. Dakar, 2009.
- République du Mali, Ministère de l'éducation, de l'alphabétisation et des langues nationales. *Évaluation initiale des compétences fondamentales en lecture-écriture basée sur l'utilisation de l'outil EGRA*. Bamako, novembre 2009.

- RTI International. *Évaluation des compétences en lecture au Sénégal*. Dakar, novembre 2009.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES IMPACTS DE LA CRISE ÉCONOMIQUE

- BAKRANIA S. et LUCAS B. *The impact of the Financial Crisis on Conflict and State Fragility in Sub-Saharan Africa*. Birmingham, UK : Governance and Social Development Resource Centre, 2009.
- Banque mondiale. *Averting a Human Crisis during the Global Downturn*. Washington, DC: World Bank, 2009 [Conférence Edition].
- COCKBURN J., FOFANA I. et TIBERTI L. *Simulating the impact of economic crisis and policy responses on children in West and Central Africa*. Document de travail du Innocenti Research Centre, intervention pour la conférence *The Global Economic Crisis: Including Children in the Policy Response*, Londres 9-10 novembre 2009.
- CONCORD. *Lighten the Load. In a time of crisis, European aid has never been more important*. Bruxelles : CONCORD, 2009.
- FRIEDMAN J. et SCHADY N. *How many more infants are likely to die in Africa as a result of the global financial crisis ?*, Washington, DC / World Bank Ed., 2009. [Policy Research Working Paper, Development Research Group].
- Governance and Social Development Research Centre. *Helpdesk Research Report: Humanitarian*

Impact of the Global Economic Crisis on the Asia/Pacific Region. Birmingham, UK : GSDRC Ed., 2009.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR L'ÉDUCATION

- Assessment Survey Evaluation Research Centre. *Annual Status of Education Report 2009*. New Delhi : ASER Ed., 2010.
 - BUNROEUN N. *Informed Education Sector Planning and Decision Making in Cambodia*. Siem Reap, février 2010.
 - Fonds catalytique de l'Initiative Fast Track. *Rapport annuel 2009*. Préparé par le secrétariat de l'Initiative Fast Track pour la réunion du Comité du fonds catalytique (Rome, 5 novembre 2009). [en ligne] Disponible sur : http://www.education-fasttrack.org/media/library/Rome_2009/CF_Annual_Status_Report_Nov2009_French.pdf
 - Save the Children Suède, CNEPSCOFI, FAWE, EDEN. *Synergie banlieue, Consortium pour l'éducation des filles dans la banlieue de Dakar, 2006-2007, 2007-2008*. Rapport général. Dakar 2009).
- #### POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES FILLES ET LES FEMMES
- EMMETT B. *Paying the price of the economic crisis*. Oxford, UK / Oxfam International Ed., 2009.

- Organisation internationale du travail. *Tendances mondiales de l'emploi des femmes*. Genève : OIT Ed., 2009.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LA SANTÉ

- Banque mondiale. *Rising Food and Fuel Crisis: Addressing the Risk to Future Generations*. Washington, DC : World Bank Ed., 2008. [Human Development Network et Poverty Reduction and Economic Management Network (PREM)].
- TELLER C.H. et ALVA S. *La lutte contre la malnutrition en Afrique subsaharienne : des progrès mitigés selon les enquêtes*. Population Reference Bureau, octobre 2008.
- UNAIDS. *A Strategic Approach. HIV & AIDS and Education*. Genève : UNAIDS Ed., mai 2009.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

- OCDE. *Efficacité de l'aide. Enquête sur le suivi de la Déclaration de Paris. Synthèse des résultats*. Paris : OCDE Ed., 2007.
- SEBBAN F. *Efficacité de l'aide, à chacun sa méthode*. Altermondes, n°15, Septembre 2008.

SITES CONSULTÉS

- UNICEF : <http://www.unicef.org/mdg/> et <http://www.unicef.org/infobycountry/index.html>
- UNAIDS : <http://www.unaids.org/en/AboutUNAIDS/default.asp>
- Banque mondiale : <http://ddp-ext.worldbank.org/ext/GMIS/home.do?siteId=2>
- Nations unies : <http://un.org/fr/millennium-goals/>

OMD 2015 : le mirage !

Des voix citoyennes sur les objectifs du Millénaire
pour le développement

Les objectifs du Millénaire pour le développement constituent aujourd'hui une base consensuelle pour les politiques de développement. Ils tentent de prendre en compte les problématiques les plus préoccupantes pour les pays en développement, et leurs indicateurs constituent une référence permettant aux Etats d'en mesurer l'avancement. Dix ans après leur lancement, le sommet des Nations unies à New York offre aux acteurs du développement l'occasion de s'interroger sur le bilan des OMD.

En donnant la parole aux citoyennes et citoyens des pays en développement, ce rapport tente de montrer un autre visage des OMD. Loin des discours et des grandes déclarations, les populations donnent un avis sur ce premier bilan. Elles réclament surtout le droit de prendre part de manière démocratique aux décisions qui les concernent et de faire valoir les stratégies et initiatives qui, sur le terrain, donnent des résultats concrets et mesurables, permettant une amélioration de leurs conditions de vie.

www.aide-et-action.org

